



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE



# BILAN DU COMPORTEMENT DES USAGERS DE LA ROUTE

**ANNEE 2006**

**Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Sous-Direction de la Circulation et de la Sécurité Routières  
Bureau de la Surveillance du Réseau Routier**

31 mars 2007



# **BILAN DU COMPORTEMENT DES USAGERS DE LA ROUTE EN 2006**

## **SOMMAIRE**

### **I - INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE**

Pages 1 à 26

### **II - TABLEAUX STATISTIQUES**

Pages 27 à 48

### **III - SUSPENSIONS ADMINISTRATIVES DU PERMIS DE CONDUIRE**

Pages 49 à 62

### **IV - TABLEAUX STATISTIQUES**

Pages 62 à 74

### **V - ASPECTS METHODOLOGIQUES**

Page 75



# I - INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE

## **EVOLUTION DES INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE**

Page 3

## **NOUVELLES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES**

Page 4

## **REPARTITION DES INFRACTIONS (Hors CSA)<sup>1</sup>**

Page 6

## **INFRACTIONS A LA VITESSE**

Page 10

## **INFRACTIONS LIEES A L'ALCOOLEMIE**

Page 14

## **INFRACTIONS LIEES A L'USAGE DE STUPEFIANTS**

Page 18

## **DEFAUT DE PORT DE LA CEINTURE DE SECURITE**

Page 20

## **USAGE DU TELEPHONE MOBILE AU VOLANT**

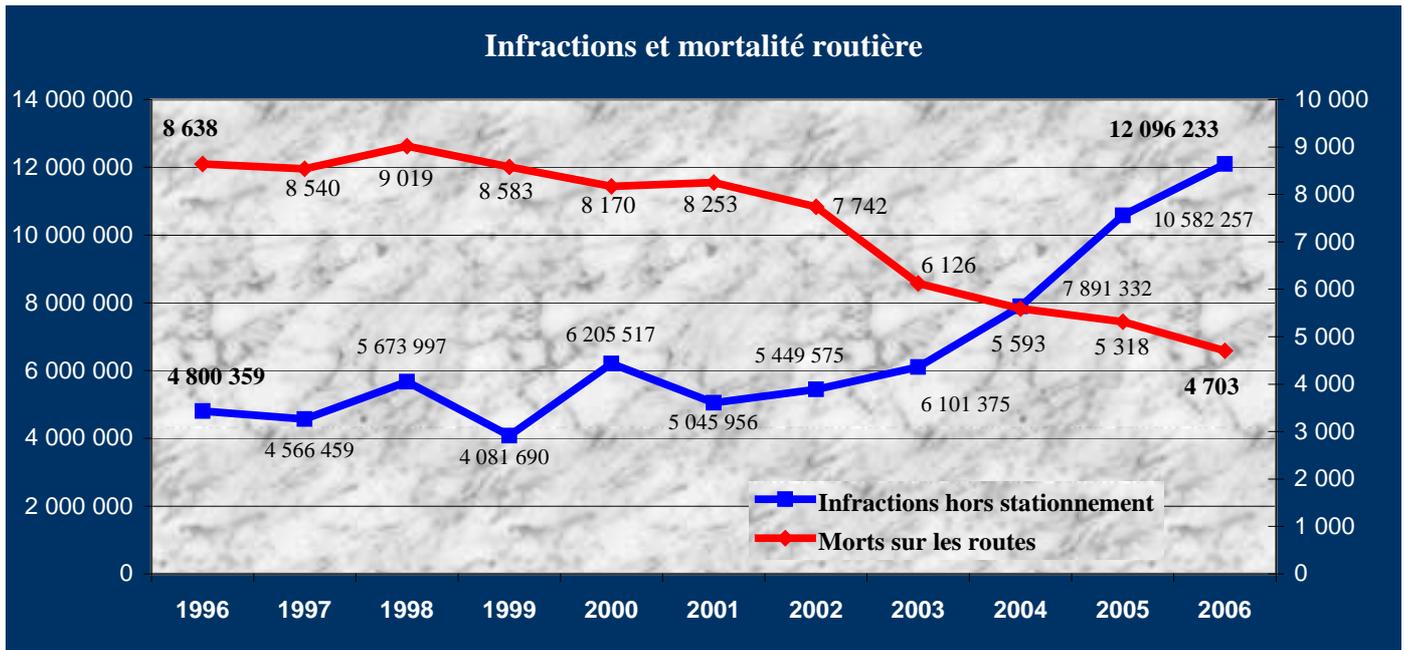
Page 22

## **DELIT DE CONDUITE SANS PERMIS**

Page 24

---

<sup>1</sup> Contrôle-sanction automatisé.



**L'augmentation de la courbe des infractions au code de la route est inversement proportionnelle à celle de la mortalité routière.**



## EVOLUTION DES INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE



- Le 14 juillet 2002, le Président de la République annonçait que la lutte contre l'insécurité routière serait l'un des trois « grands chantiers » de son quinquennat.
- Le 18 décembre 2002, le Comité interministériel de sécurité routière prenait trois décisions fondamentales :

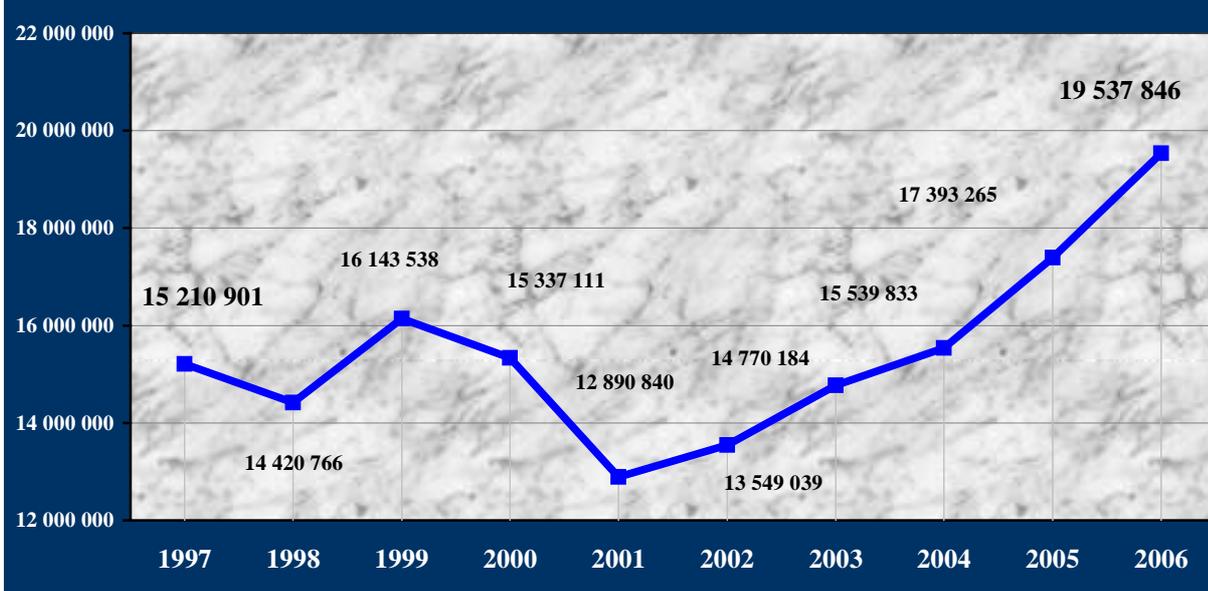
- L'aggravation des sanctions des comportements dangereux (lois sur la violence routière).
- Un meilleur encadrement des conducteurs (création du permis probatoire).
- La mise en place d'un système de contrôle-sanction automatisé (cabines radars).

- Le 23 novembre 2006, le Président de la République lors de la remise « des écharpes d'or 2006 »<sup>1</sup> de la Prévention routière saluait la baisse d'une ampleur exceptionnelle « comme on n'en avait pas connu depuis les années 70 », du nombre d'accidents de la route :

**« En 5 ans, c'est plus de 10 000 vies qui auront été épargnées et 100 000 blessés évités ».**

Le dispositif de contrôle de vitesse a été modernisé. Les forces de police et de gendarmerie ont été mobilisées. Une politique de communication à la mesure des enjeux a été conduite.

Evolution des infractions au code de la route constatées de 1997 à 2006



Le tableau ci-dessus démontre l'impact sur le volume des infractions relevées du contrôle-sanction automatisé à partir de 2004.

Chacun s'accorde à reconnaître que ce changement résulte pour l'essentiel d'un renforcement des contrôles et d'une aggravation des sanctions qui ont profondément modifié le comportement des usagers de la route.

La France est le pays qui a le plus progressé en Europe dans le domaine de la sécurité routière en diminuant de 35 % le nombre de tués sur les routes entre 2001 et 2006<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Initiées en 1990, les écharpes d'or visent à encourager, diffuser et récompenser toutes les initiatives des communes et des collectivités locales en matière de prévention des accidents de la route.

<sup>2</sup> Derniers chiffres de l'ETSC (Européan Transport Safety Council).

## LES NOUVELLES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES EN 2006



En application des décisions prises lors des Comités interministériels de la sécurité routière des 24 janvier et 1<sup>er</sup> juillet 2005, plusieurs nouvelles dispositions ont été introduites dans le code de la route par la loi n° 2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports et le décret n° 2006-46 du 16 janvier 2006 pris pour son application.

Le dispositif législatif vise essentiellement le renforcement de la lutte contre les excès de vitesse de 50 km/h et plus, et le « débridage » de tous les deux-roues et quadricycles à moteur de même que la commercialisation des ces mêmes véhicules débridés.

Le décret modifie la périodicité de la visite médicale des conducteurs de transports en commun âgés de plus de 60 ans et comprend diverses mesures visant à renforcer la sécurité des usagers de la route.

### *1 La loi n° 2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports*

- **La possibilité d'immobilisation du véhicule en cas d'excès de vitesse de 50 km/h et plus.**

Cette mesure permet notamment de mettre fin à certains comportements particulièrement dangereux comme les courses illicites de véhicules traversant la France à très grande vitesse. L'excès de vitesse de 50 km/h ou plus entraîne une contravention de 5<sup>ème</sup> classe, soit une amende de 1 500 € au plus et un retrait de six points du permis de conduire. Le juge peut décider la confiscation du véhicule lorsque le conducteur en est propriétaire.

Pour permettre un recours plus fréquent au prononcé de cette peine et, surtout, d'en faciliter l'exécution, la loi a étendu la possibilité d'immobilisation à titre conservatoire du véhicule en vue de sa confiscation, auparavant ce dispositif était réservé aux contraventions de 5<sup>ème</sup> classe, parmi lesquelles figure principalement le grand excès de vitesse (*article L.325-1-1 modifié du code de la route*).

Cette immobilisation qui ne peut être décidée qu'avec l'accord du procureur de la République, doit obligatoirement s'accompagner de la rétention immédiate du permis de conduire (*article L.224-1 du code de la route*).

Il convient de préciser qu'en cas d'excès de vitesse entre 40 et moins de 50 km/h, la procédure de l'amende forfaitaire n'est pas compatible avec cette rétention (*circulaire du garde des Sceaux crim. 2003-08 E8 du 10 juin 2003/JUSD0330088C*). En conséquence cette infraction doit être relevée par formulaire timbre-amende cas « A », ou, à défaut, par procès-verbal.

- **L'extension du champ du délit d'obstacle à l'immobilisation à l'ensemble des cas d'immobilisation et à la mise en fourrière.**

L'article L.224-5 du code de la route ne sanctionnait auparavant l'opposition à une mesure d'immobilisation du véhicule que pour le seul cas d'immobilisation consécutif à une rétention immédiate du permis de conduire en l'absence de personne susceptible de prendre en charge le véhicule.

Le déplacement des dispositions de cet article dans le chapitre relatif à l'immobilisation et à la mise en fourrière (*article L.325-3-1 nouveau du code de la route*) étend le champ de ce délit à l'ensemble des cas d'immobilisation du code de la route.

Ce délit est désormais constitué chaque fois que le conducteur s'oppose à une mesure d'immobilisation, qu'il s'agisse d'une mesure de sûreté (le véhicule est interdit de circuler en raison de son état) ou d'une décision prise en vue d'une éventuelle confiscation du véhicule.

Celui-ci se distingue de la contravention pour non-respect d'une mesure d'immobilisation (*article R.325-2 du code de la route*) par la nécessité d'un élément intentionnel. Par exemple, l'opposition délibérée du conducteur à la mise en œuvre de la procédure d'immobilisation.

Le nouvel article L.325-3-1 étend également le champ de ce délit à l'opposition par le contrevenant à un ordre de mise en fourrière. Par exemple, est constitutif de ce délit le fait pour un conducteur de se précipiter dans son véhicule alors que la grue a commencé à soulever le véhicule, tout en refusant le paiement des frais qui sont dus.

Ce délit étant passible d'une peine d'emprisonnement, et donc d'une mesure de garde à vue, il est possible d'user de la coercition pour présenter la personne mise en cause à l'officier de police judiciaire territorialement compétent.

**• La vente de cyclomoteurs, motocyclettes et quadricycles dont le moteur a été débridé, la commercialisation de pièces permettant ce « débridage », ainsi que l'augmentation de la puissance de ces véhicules par un professionnel sont plus sévèrement sanctionnés.**

L'ensemble de ces délits sont punis de deux ans d'emprisonnement, de 30 000 € d'amende et de diverses peines complémentaires. Le véhicule peut notamment être saisi et confisqué, et le professionnel se voir interdire d'exercer son activité pour une durée de cinq ans.

## *II Le décret n° 2006-46 du 16 janvier 2006 portant modification du code de la route*

### **• La visite médicale**

Le décret instaure l'obligation d'une visite médicale annuelle pour les conducteurs de véhicules de transport en commun, âgés de 60 ans et plus. Auparavant, le contrôle médical de ces conducteurs n'était obligatoire que tous les deux ans. Cette mesure s'est imposée en raison de la mission particulière qui incombe aux conducteurs de transports en commun.

### **• Les plaques d'immatriculation**

Pour lutter efficacement contre l'usage des plaques d'immatriculation non conformes et de faciliter l'identification des auteurs d'infraction par les radars automatiques, la vente ou l'incitation à la vente de ces plaques constitue désormais une infraction sanctionnée d'une contravention de 4<sup>ème</sup> classe d'un montant de 135 €. En outre, ces plaques peuvent être saisies et confisquées. Auparavant, seule l'absence de plaques d'immatriculation ou le défaut de lisibilité des caractères figurant sur ces plaques étaient punies respectivement, d'une amende de 4<sup>ème</sup> classe (amende forfaitaire de 135 €) et de 3<sup>ème</sup> classe (amende forfaitaire de 68 €).

### **• Le port du casque**

Afin d'inciter les usagers des deux-roues à porter leur casque, dans des conditions optimales de sécurité, le texte clarifie la réglementation en précisant que tout conducteur ou passager d'un deux roues doit être coiffé d'un casque homologué et que ce casque doit être attaché. Le non-respect de cette obligation est puni d'une amende de 4<sup>ème</sup> classe d'un montant de 135 €. Et, pour le conducteur, d'un retrait de trois points du permis de conduire. De plus, le véhicule peut être immobilisé.

***III Le décret n° 2006-1946 du 29 novembre 2006 relatif à l'obligation du port de la ceinture de sécurité et à l'utilisation de dispositifs de retenue pour enfants et modifiant le code de la route sera évoqué dans le chapitre consacré au non-port de la ceinture de sécurité.***

Rappelons, d'ores et déjà que ce texte impose que chaque enfant transporté dans les véhicules légers soit attaché selon le mode le plus approprié à sa morphologie. Une même place ne pourra plus être partagée. Chaque passager devra occuper seul une place équipée d'une ceinture de sécurité.

## REPARTITION DES INFRACTIONS (Hors CSA)

### LES CONTRAVENTIONS : 13 209 867

Leur nombre passe de *12,8 millions* en 2005 à *13,2 millions* en 2006, soit une augmentation de **3 %**.

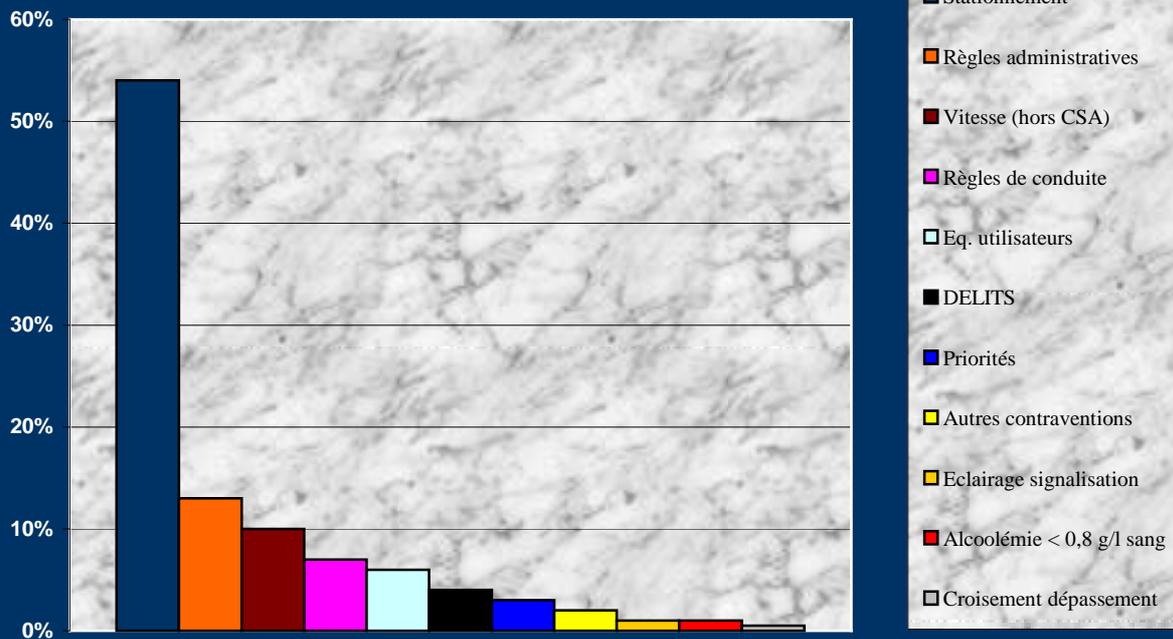
Elles se déclinent ainsi par ordre décroissant :

- **contraventions aux règles d'arrêt et de stationnement**<sup>1</sup>. Elles sont les plus importantes avec *7,4 millions* de procès-verbaux et demeurent toujours majoritaires dans la répartition des infractions avec **54 %** du total (hors CSA).
- **contraventions aux règles administratives, 1,7 million**. Il s'agit pour l'essentiel d'infractions non délictueuses à l'assurance, de défaut de présentation de documents afférents au véhicule, de circulation de véhicule sans visite technique périodique et de procès-verbaux relatifs aux plaques et certificats d'immatriculation.
- **contraventions aux règles de limitation de vitesse** établies par les forces de l'ordre dans le cadre des contrôles routiers traditionnels, *1,4 million*. Elles sont en diminution en raison d'une forte mobilisation des agents des forces de l'ordre sur les opérations de contrôle au moyen de radars embarqués.
- **contraventions aux règles de conduite, 988 000**. Elles sont en hausse de **8 %**, notamment en raison de la recrudescence de l'usage du téléphone mobile au volant et de la conduite d'un véhicule dans des conditions ne permettant pas au conducteur de manœuvrer aisément : (530 000 procès-verbaux). Si l'on retire les contraventions au stationnement du total, ces deux seules infractions représentent **9 %** des infractions au code de la route !
- **contraventions sur l'équipement des utilisateurs, 777 000**. Elles sont en baisse de **7 %** en raison d'une forte diminution des défauts de port de la ceinture de sécurité. A l'inverse, le non port du casque, (*77 000* procès-verbaux) est en progression de **10 %**.
- **contraventions aux règles de priorité, 470 000**. Elles restent stables en raison de l'augmentation du nombre d'inobservations de l'arrêt absolu imposé par le panneau stop, (+ **3 %**). On observe, en revanche, une légère diminution de l'inobservation de l'arrêt imposé par un feu rouge, (- **6 %**)<sup>2</sup>.
- dans la catégorie « autres infractions », (*150 000*), on recense **les contraventions relatives aux temps de conduite et de repos et au contrôle des conditions de travail des transporteurs routiers** de 75 000 à *87 000* procès-verbaux. Soit **16 %** d'augmentation.
- demeurent constantes **les contraventions pour le défaut d'éclairage et de signalisation, 98 000** et pour **dépassements irréguliers, 41 000**.
- **contraventions résultant de la conduite sous l'empire d'un état alcoolique inférieur à 0,8 g/l de sang** (contraventionnelle) passe de 80 000 à *93 000* procès-verbaux, soit **15 %** d'augmentation.

<sup>1</sup> Hors polices municipales.

<sup>2</sup> La mise en œuvre prochaine de caméras sur ce type de signalisation peut s'avérer un démenti à cette diminution.

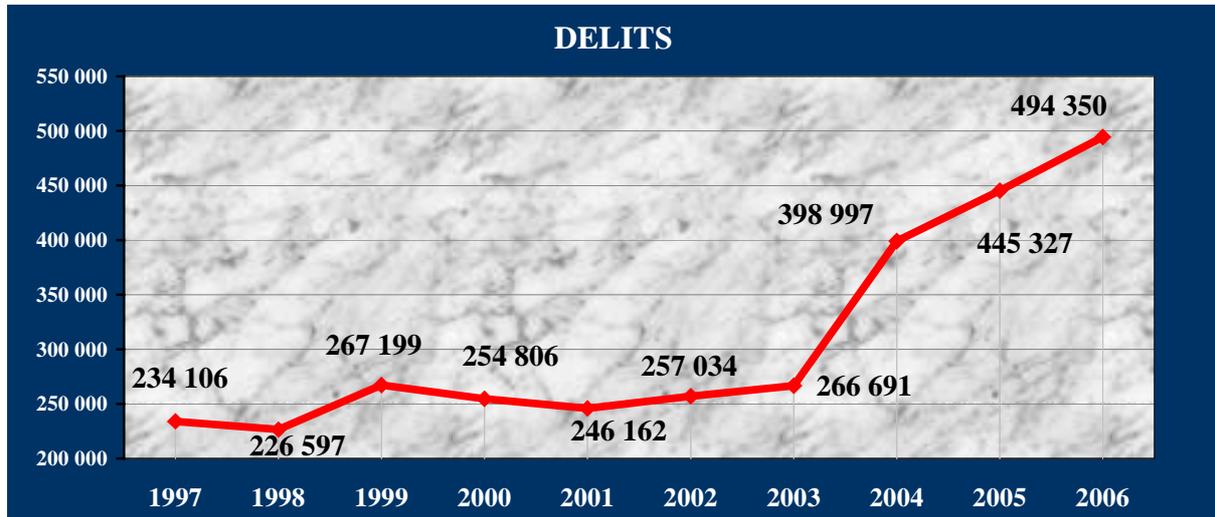
## REPARTITION DES INFRACTIONS (hors CSA) en 2006



| INFRACTIONS (Hors CSA)                                      | Année 2005 | Année 2006 | Part 2006    | Evolution 2005/2006 |
|---|------------|------------|--------------|---------------------|
| Stationnement   | 6 811 008  | 7 441 613  | 54 %         | + 9 %               |
| Règles administratives                                      | 1 695 969  | 1 745 105  | 13 %         | + 3 %               |
| Vitesse (hors CSA)  | 1 730 725  | 1 405 272  | 10 %         | - 19 %              |
| Règles de conduite  | 914 288    | 988 111    | 7 %          | + 8 %               |
| Équipement des utilisateurs et état des véhicules           | 832 290    | 776 652    | 6 %          | - 7 %               |
| <b>DELITS</b>   | 445 327    | 494 350    | 4 %          | + 11 %              |
| Priorités   | 472 639    | 469 808    | 3 %          | - 0,6 %             |
| Autres contraventions (voir tableau page 39)                | 134 293    | 150 450    | 1 %          | + 12 %              |
| Eclairage et signalisations                                 | 98 104     | 98 040     | Moins de 1 % | - 0,07 %            |
| Alcoolémie < 0,8 g/l de sang                                | 80 622     | 93 444     | Moins de 1 % | + 15 %              |
| Croisements et dépassements                                 | 42 182     | 41 372     | Moins de 1 % | - 2 %               |
| <b>NOMBRE TOTAL DE CONTRAVENTIONS</b>                       | 12 812 120 | 13 209 867 | 96 %         | + 3 %               |
| <b>NOMBRE TOTAL D'INFRACTIONS (contraventions + délits)</b> | 13 257 447 | 13 704 217 | 100 %        | + 3 %               |

## LES DELITS : 494 350

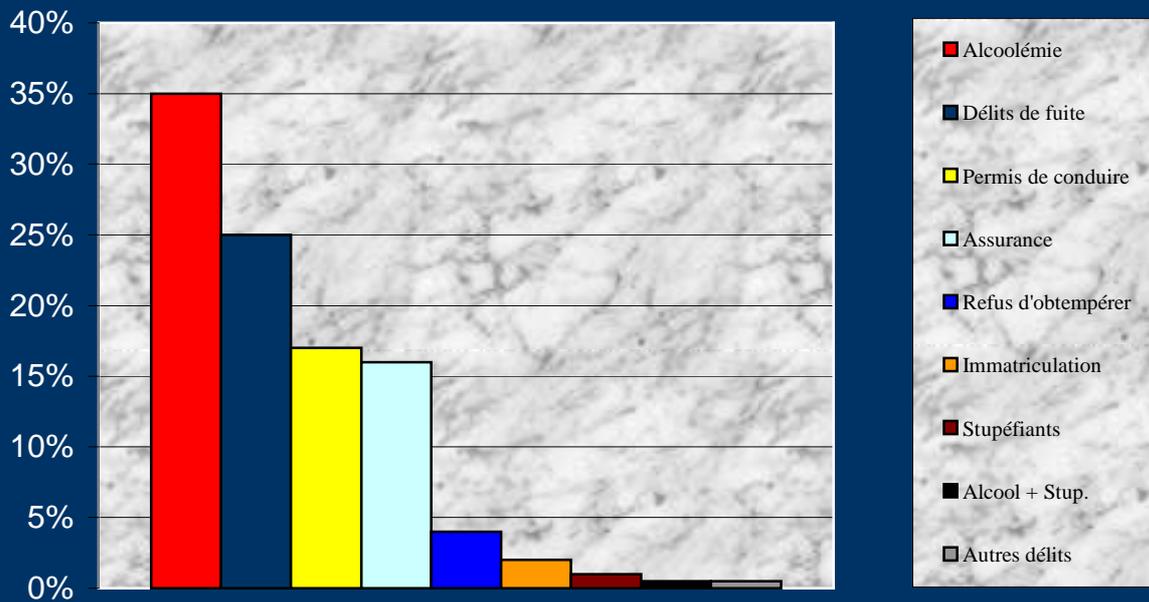
Ils sont en progression en 2006 de **11 %** (445 327 en 2005) et représentent 8 % de l'ensemble des infractions (hors CSA et stationnement) notamment pour des raisons mécaniques d'application de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité qui a créé cinq nouveaux délits.



Ces délits se répartissent comme suit :

- **170 779 délits** liés aux infractions relatives à l'alcoolémie au volant. Ils sont toujours majoritaires (35 % du total). Ils sont en augmentation de 12 %.
- **123 778 délits de fuite après un accident**, en augmentation de 7 %.
- **85 291 conduites d'un véhicule sans permis de conduire**, en augmentation de 18 %.
- **79 887 conduites de véhicule sans assurance**, en augmentation de 6 %.
- **18 499 refus d'obtempérer à une sommation de s'arrêter, de se soumettre à des vérifications**, en augmentation de 17 %.
- **7 159 délits liés à l'usage de fausse plaque ou de plaque d'immatriculation attribuée à un autre véhicule**, en augmentation de 22 %.
- **6 552 conduites d'un véhicule après usage de stupéfiants**, en augmentation de 35 %.
- **1 212 conduites d'un véhicule après usage de stupéfiants et sous l'empire d'une état alcoolique**, en augmentation de 31 %.

## REPARTITION DES DELITS en 2006



| DELITS  | Année 2005     | Année 2006     | Part         | Evolution 2005/2006 |
|---|----------------|----------------|--------------|---------------------|
| Alcoolémie  | 153 046        | 170 779        | 35 %         | + 12 %              |
| Délits de fuite après accident                        | 115 320        | 123 778        | 25 %         | + 7 %               |
| Permis de conduire                                    | 72 491         | 85 291         | 17 %         | + 18 %              |
| Circulation sans assurance                            | 75 500         | 79 887         | 16 %         | + 6 %               |
| Refus d'obtempérer et de se soumettre à des contrôles | 15 830         | 18 499         | 4 %          | + 17 %              |
| Plaque d'immatriculation                              | 5 862          | 7 159          | 1,4 %        | + 22 %              |
| Stupéfiants   | 4 844          | 6 552          | 1,2 %        | + 35 %              |
| Alcoolémie + Stupéfiants                              | 922            | 1 212          | Moins de 1 % | + 31 %              |
| Autres délits (voir page 31)                          | 1 977          | 1 193          | Moins de 1 % | - 39 %              |
| <b>TOTAL DELITS</b>                                   | <b>445 327</b> | <b>494 350</b> | 100 %        | + 11 %              |

## INFRACTIONS A LA VITESSE



### LE CONTROLE SANCTION AUTOMATISE

Déployés avec succès en Grande-Bretagne, les contrôles par radars automatiques ont été adoptés par la France en 2003.

Entre 2003 et 2005, les vitesses moyennes pratiquées en France ont diminué de 10 % et le nombre des tués sur les routes de 25 %. En conséquence, l'impact de cette mesure sur la diminution du nombre d'accidents est indéniable. Un rapport de mars 2006<sup>1</sup> propose une méthode pour quantifier cet impact et démontre que les trois quarts de la baisse des accidents est attribuable à la mise en place de ce type de contrôles.

Les accidents proche du domicile à proximité des radars ont très fortement baissé : de l'ordre de 45 % pour les accidents corporels et de 70 % si on limite l'analyse aux seuls accidents mortels. Pour la France entière, ils sont respectivement de 19 % et 28 %. L'étude des vitesses et des accidents montre que la zone d'influence des radars sur les automobilistes est d'environ 1,5 kilomètre en amont et en aval.

Les résultats obtenus en France grâce aux radars font école. L'Espagne vient de lancer un programme qui prévoit le déploiement de 800 radars. Derniers en date, les Russes qui se sont déplacés en France pour expertiser les atouts du système et qui cherchent un moyen de réduire l'hémorragie de quelques 35 000 tués chaque année sur leurs routes.

Une évaluation de l'acceptabilité sociale du contrôle sanction automatisé a été menée par une équipe de l'INRETS<sup>2</sup>, en mars 2005, via une enquête par questionnaire auprès de plus de 1 000 automobilistes. Les résultats montrent que près de 70 % des conducteurs acceptent le système à base de radars fixes alors qu'environ 30 % y sont hostiles. Une comparaison avec des données similaires de l'enquête SARTRE de fin 2002, qui dresse le portrait des automobilistes européens, démontre une indéniable évolution positive de la sensibilisation à la maîtrise de la vitesse qui résulte largement de l'introduction du CSA.

Les radars fixes ressortent par priorité de l'action pédagogique et du rappel aux règles de base en imposant dans un endroit préalablement signalé le strict respect de la réglementation. Les radars mobiles sont le complément naturel des contrôles traditionnels et créent un sentiment d'insécurité chez les contrevenants potentiels. A terme, ces derniers enregistreront cinq fois plus d'infractions que les contrôles fixes traditionnels. Il faut donc rester vigilant dans le domaine de la politique de déploiement des radars en évitant toute utilisation qui générerait de l'incompréhension chez les usagers. En particulier, il convient de fixer par niveau local des objectifs de qualité et de crédibilité avec pour but la baisse des vitesses et la diminution de l'accidentalité.

<sup>1</sup> *Évaluation de l'impact du Contrôle sanction automatisé sur la sécurité routière (ONISR – mars 2006).*

<sup>2</sup> *Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité.*

| EXCES DE VITESSE     | PV automatiques radars fixes | PV automatiques radars embarqués | Total CSA | Activité des forces de l'ordre (traditionnels + mobiles) | TOTAL des PV |
|----------------------|------------------------------|----------------------------------|-----------|--|--------------|
|                      |                              |                                  |           |  |              |
| Année 2005           | 2 479 603                    | 1 656 215                        | 4 135 818 | 3 386 940  | 5 866 543    |
| Année 2006           | 3 483 202                    | 2 350 427                        | 5 833 629 | 3 755 699  | 7 238 901    |
| Evolution 2005/ 2006 | + 40,5 %                     | + 41,9 %                         | + 41 %    | + 11 %   | + 23,3 %     |

On remarque que la part des procès-verbaux constatés<sup>3</sup> par les radars fixes représente 60 % du total du contrôle-sanction automatisé contre 40 % pour les radars embarqués.

Au 31 décembre 2006, le nombre de dispositif de contrôle est d'environ 1 250 ainsi répartis : 800 radars fixes et 450 dispositifs embarqués.

| Répartition des infractions à la vitesse pour les contrôles traditionnels | 2002                            | 2003  | 2004   | 2005   | 2006   |
|---|---------------------------------|-------|--------|--------|--------|
|   | Excès de vitesse > ou = 50 km/h | 4 %   | 2,3 %  | 1,4 %  | 1,5 %  |
| Excès de vitesse > ou = 40 km/h et < 50 km/h                              | 10,2 %                          | 6,8 % | 4,5 %  | 3 %    | 2,8 %  |
| Excès de vitesse > ou = 30 km/h et < 40km/h                               | 35 %                            | 28 %  | 20,7 % | 18,5 % | 15,3 % |
| Excès de vitesse > ou = 20 km/h et < 30km/h                               | 42,8 %                          | 49 %  | 48 %   | 43 %   | 47,8 % |
| Excès de vitesse < 20 km/h  | 8 %                             | 13 %  | 25,4 % | 34 %   | 33 %   |

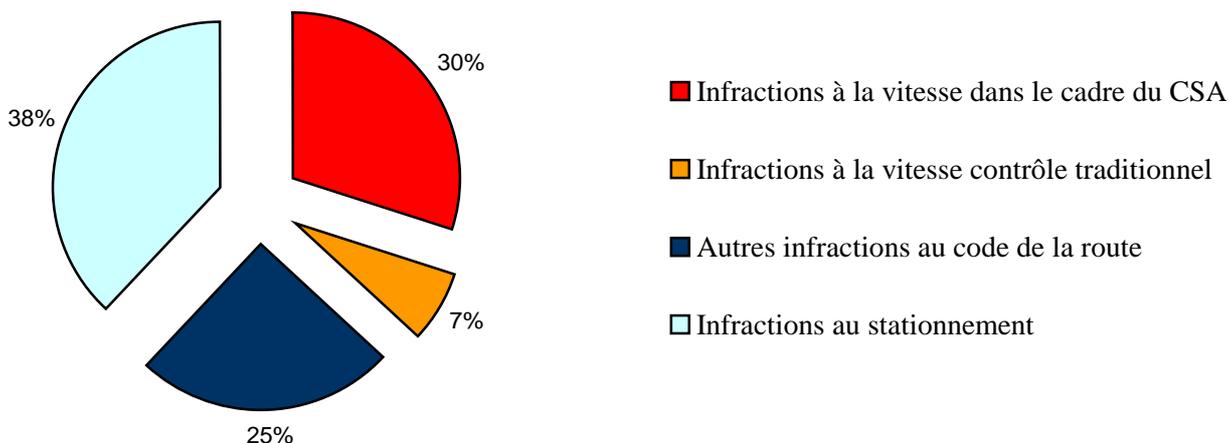
On constate que les petits excès de vitesse sont relevés en plus grand nombre pour le contrôle-sanction automatisé. Les grands excès de vitesse de plus de 50 km/h sont en diminution quelques soient les types de contrôle.

| Répartition des infractions à la vitesse pour le contrôle-sanction automatisé | 2004                            | 2005   | 2006  |
|---|---------------------------------|--------|-------|
|   | Excès de vitesse > ou = 50 km/h | 0,5 %  | 0,5 % |
| Excès de vitesse > ou = 40 km/h et < 50 km/h                                  | 0,8 %                           | 0,6 %  | 0,7%  |
| Excès de vitesse > ou = 30 km/h et < 40km/h                                   | 2,2 %                           | 1,7 %  | 1,7%  |
| Excès de vitesse > ou = 20 km/h et < 30km/h                                   | 8 %                             | 6,6 %  | 6,2%  |
| Excès de vitesse < 20 km/h  | 88,5 %                          | 90,6 % | 91%   |

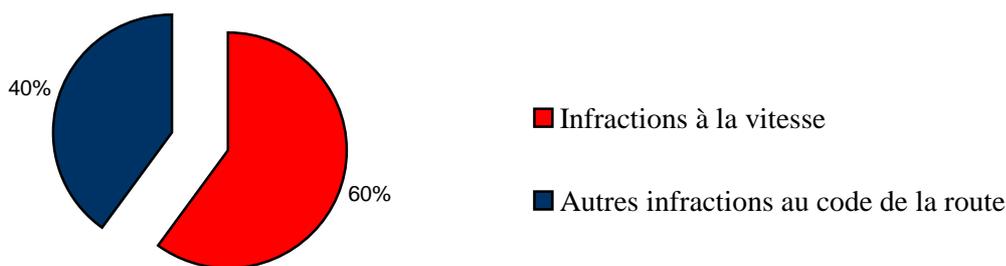
<sup>3</sup> Il s'agit d'excès de vitesse ayant donné lieu à l'envoi d'une amende forfaitaire.



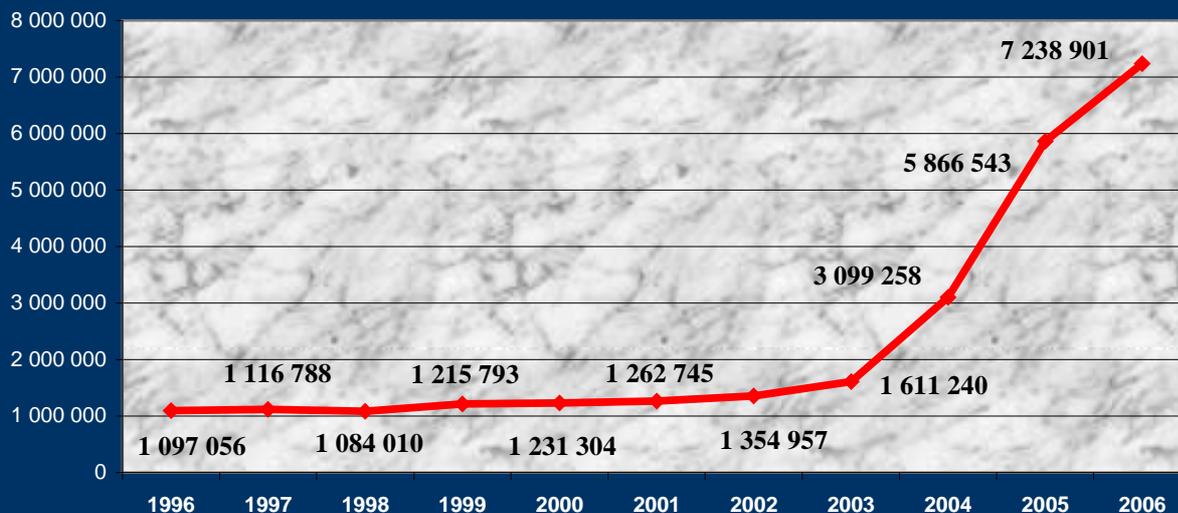
### LA PART DE LA VITESSE DANS LA REPARTITION DES INFRACTIONS EN 2006



### LA PART DE LA VITESSE DANS LA REPARTITION DES INFRACTIONS EN 2006 - HORS STATIONNEMENT



### Evolution des infractions à la vitesse



## INFRACTIONS LIEES A L'ALCOOLEMIE



### Les contrôles de l'imprégnation alcoolique

#### . les dépistages effectués suite à un accident (mortel, corporel ou matériel) : (368 085).

Ces dépistages sont en baisse de 17 % (441 004 en 2005). Les tests positifs qui en découlent sont en diminution de 8 % passant de 32 807 à 30 081.

Ce résultat confirme la chute de l'accidentologie routière en France au cours de l'année 2006 : -11,6 % de tués, - 5,4% de blessés et - 5,4 % d'accidents corporels.

#### . les dépistages effectués à la suite d'une infraction : (1 922 305).

Ils sont quasi-stables (1 929 664 en 2005). Les test positifs qui en découlent sont en diminution de 14 % passant de 100 000 à 86 275.

Ce frémissement à la baisse pourrait être interprété comme un début de prise de conscience des méfaits de l'alcool au volant par les usagers de la route car le nombre d'infractions lui, n'a pas diminué.

#### . les dépistages préventifs : (9 061 804).

Ils sont en hausse de 0,5 % (44 000 de plus qu'en 2005) ce qui démontre une activité des forces de l'ordre soutenue en ce domaine.

Ces opérations préventives représentent 80 % de l'ensemble des contrôles d'alcoolémie effectués en 2006.

250 000 se sont avérés positifs, en augmentation de 10 % par rapport à 2005. Cette aggravation peut résulter de l'expérience acquise et aussi d'un ciblage amélioré des contrôles pratiqués, notamment en fonction du jour, de l'heure ou du lieu du contrôle : (soir, week-end, sortie d'établissements de nuit).

### Evolution des dépistages préventifs d'alcoolémie



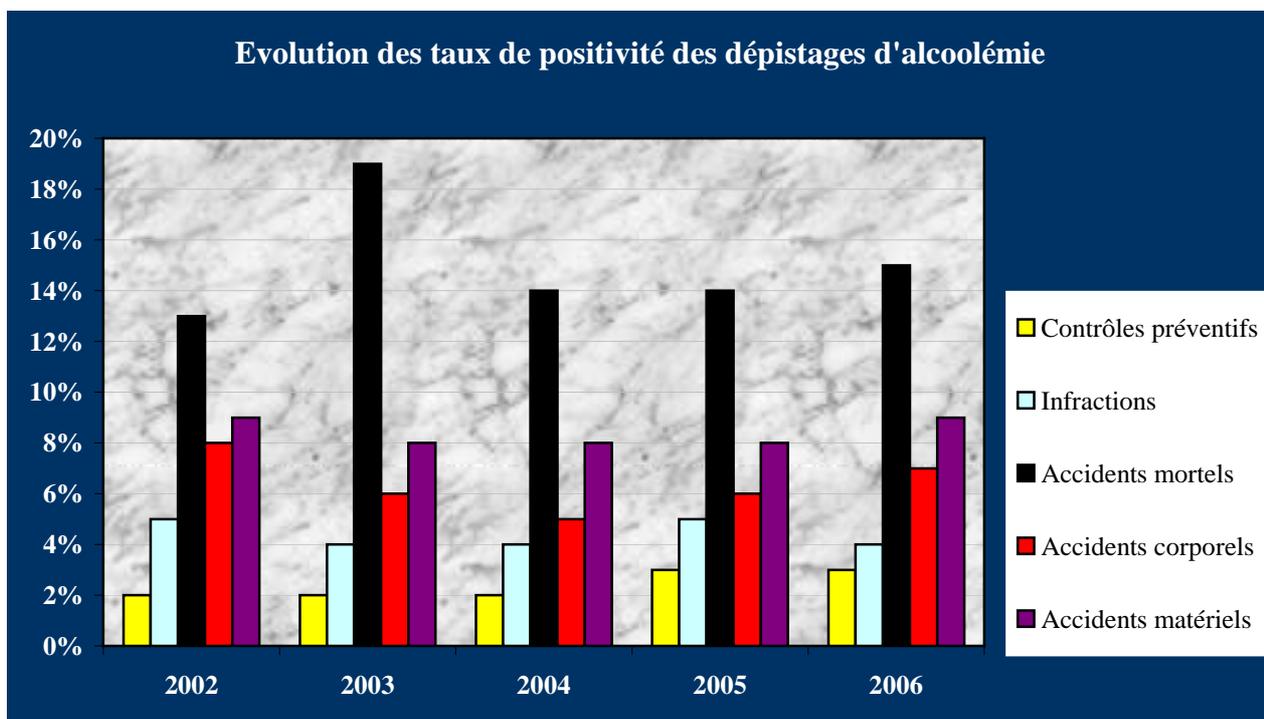
## Les taux de dépistages positifs

En matière d'alcoolémie, ceux-ci ne sont pas indifférents aux circonstances dans lesquelles s'opèrent les contrôles.

On note en 2006, une aggravation du pourcentage des taux d'alcoolémie positifs pour l'ensemble des accidents. L'incidence de l'alcool dans les accidents de la route reste toujours très forte.

**La part des tués imputables à l'alcool se situe toujours à plus de 20 %.**

| Taux des dépistages d'alcoolémie positifs | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|------|------|------|------|------|
| Contrôles préventifs                      | 2 %  | 2 %  | 2 %  | 3 %  | 3%   |
| Infractions                               | 5 %  | 4 %  | 4 %  | 5 %  | 4%   |
| Accidents mortels                         | 13 % | 19 % | 14 % | 14 % | 15%  |
| Accidents corporels                       | 8 %  | 6 %  | 5 %  | 6 %  | 7%   |
| Accidents matériels                       | 9 %  | 8 %  | 8 %  | 8 %  | 9%   |
| Total accidents                           | 8 %  | 8 %  | 7 %  | 7 %  | 8% ↗ |



Le Chipple club

Quand on sort, c'est grâce à Sam qu'on rentre.

**sam**  **CELUI QUI CONDUIT, C'EST CELUI QUI NE BOIT PAS.**

[www.ckisam.fr](http://www.ckisam.fr)

  
CHANGÉONS

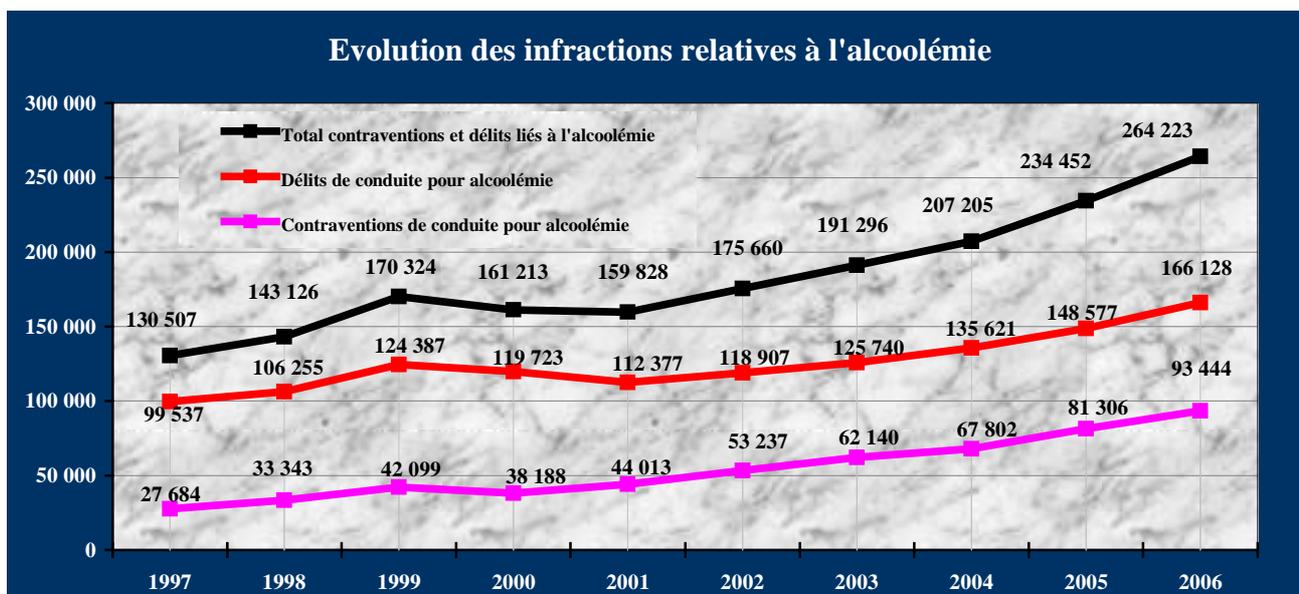


## Les délits et les contraventions pour alcoolémie

Les délits de conduite sous l'empire d'un état alcoolique avec **166 128** infractions sont en hausse de **12 %**.

Les contraventions pour conduite, avec un taux inférieur à 0,8 g/l de sang, (**93 444** infractions) sont en hausse de **15 %**.

| Alcool au volant |                                  | 2002    | 2003    | 2004    | 2005    | 2006           |
|------------------|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|----------------|
| DELITS           | Etat d'ivresse manifeste         | 10 056  | 9 096   | 8 561   | 8 585   | <b>8 579</b>   |
|                  | Taux > ou = 0,8 g/l sang         | 108 851 | 116 644 | 127 060 | 139 992 | <b>157 549</b> |
|                  | Refus du contrôle                | 3 516   | 3 416   | 3 782   | 4 569   | 4 651          |
| CONTRAVENTIONS   | Taux > ou = 0,5 g/l sans         | 53 237  | 62 140  | 67 739  | 80 622  | <b>92 784</b>  |
|                  | Taux > 0,2 g/l sang <sup>1</sup> | -       | -       | 63      | 684     | <b>660</b>     |
| <b>Total</b>     |                                  | 175 660 | 191 266 | 207 205 | 234 452 | <b>264 223</b> |



<sup>1</sup> Conduite de véhicule de transport en commun, infraction créée en 2004.

## INFRACTIONS LIEES A L'USAGE DE STUPEFIANTS



Les effets des stupéfiants sur la conduite automobile sont complexes.

Une étude **SAM** « stupéfiants et accidents mortels de la circulation routière » financée par le Ministère de la Santé<sup>1</sup> et portant sur 10 000 conducteurs impliqués dans 7 000 accidents mortels entre 2001 et 2003 estime que **8,8 %** des conducteurs responsables d'accidents mortels sont positifs au cannabis.

Les principales conclusions de cette étude sont :

- conduire sous l'effet du cannabis double, en moyenne, le risque d'être responsable d'un accident mortel ;
- pour la première fois l'existence d'un « effet-dose » a été mise en évidence, autrement dit le risque augmente avec la concentration de THC (principe actif du cannabis) dans le sang ;
- le nombre de victimes imputables au cannabis serait de l'ordre de 230 morts par an sur les routes, (la moitié à moins de 25 ans). Les accidents résultent d'une plus grande vulnérabilité du conducteur face à un événement inattendu ou, en cas de forte consommation ou de mélange avec l'alcool, d'une dégradation générale des capacités de conduite pouvant mener à une perte de contrôle.
- le conducteur positif au cannabis et à l'alcool (effective chez 40 % des conducteurs positifs au cannabis) multiplie par 15 le risque d'être responsable d'un accident mortel.
- l'étude confirme la forte dangerosité de l'alcool. Les résultats de l'enquête se rapprochent de toutes les données existantes en matière d'alcool au volant.



En outre, la prise d'un médicament susceptible d'altérer l'aptitude à la conduite est présente chez environ 10 % des accidentés de la route. Depuis 2005, un pictogramme sur les boîtes de médicaments signale aux usagers si leur prise est totalement déconseillée au volant.

<sup>1</sup> Enquête SAM octobre 2005 coordonnée par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies en association avec la Délégation interministérielle à la sécurité routière.

## Les contrôles et les délits

La loi n° 2003-87 du 3 février 2003 relative à la conduite sous l'influence de substances ou plantes classées comme stupéfiants et le décret du 31 mars 2003 relatif à la sécurité routière, donnent compétence, désormais, aux forces de l'ordre pour sanctionner ces infractions.

Au cours du deuxième semestre 2003, de nouveaux contrôles ont fait l'objet de statistiques. Ils portent sur des opérations des services de police. Ainsi, sur 2 138 dépistages, 344 se sont révélés positifs.

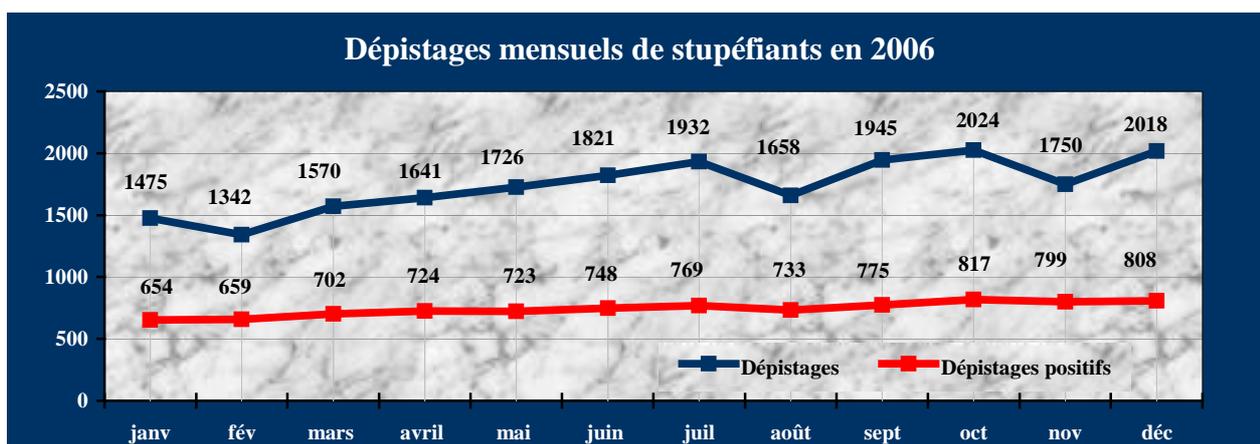
En 2004, sur 15 905 dépistages réalisés, on note 3 478 tests positifs.

En 2005, 21 035 dépistages (+ 32 %) pour 7 973 tests positifs (+ 129 %).

En 2006, 20 902 dépistages, (très légère diminution), mais 8 911 tests positifs (+ 12 %)

Enfin, en 2006, 6 552 délits liés à l'usage de stupéfiants au volant ont été relevés pour 4 844 en 2005. Soit une augmentation de 35 %.

En 2006 ont été constatés pour conduite d'un véhicule sous l'emprise de substances ou plantes classées comme stupéfiants et sous l'empire d'un état alcoolique, 1 212 délits contre 922 en 2005. Soit une progression de 31 %.



## La difficulté des méthodes de contrôles

Le contrôle de l'usage de stupéfiants nécessite une analyse sanguine précédée d'un dépistage urinaire effectué par un médecin en milieu hospitalier ou dans un cabinet médical. Après quelques mois de pratique, la mise en œuvre de ce dispositif s'avère contraignante et coûteuse tant pour les forces de l'ordre que pour le corps médical ou les personnes appelées à subir ces examens.

Les techniques employées et les procédures suivies ne favorisent guère les objectifs fixés par le législateur. Les difficultés pour réaliser ces analyses sur le terrain conduiront à un autre mode de dépistage comme les tests salivaires qui sont actuellement en cours d'évaluation.

Ces méthodes, après homologation, pourront permettre aux forces de l'ordre de procéder à des dépistages plus nombreux sur le bord des routes sans avoir à requérir un médecin pour leur interprétation.

En l'absence de dépistage de masse, les chiffres recueillis doivent être estimés avec prudence par rapport aux statistiques sur l'alcoolémie. En effet, il y a eu 11 millions de dépistages de l'alcoolémie en 2006 pour 21 000 dépistages de stupéfiants. **Soit 500 fois moins.**

## DEFAUT DE PORT DE LA CEINTURE DE SECURITE



Il est en France, le troisième facteur de mortalité sur les routes après la vitesse et l'alcool. En cas d'accident, le taux de mortalité des personnes n'ayant pas mis leur ceinture de sécurité est deux à trois fois plus élevé que celui des personnes qui ont passé leur ceinture de sécurité.

Les jeunes enfants sont particulièrement exposés et vulnérables. Un choc sans ceinture (dès 20 km/h) peut leur être fatal. 77 % des enfants de moins de 10 ans sont attachés mais parmi ces 77 % la moitié d'entre eux ne le sont pas correctement.<sup>1</sup>

*Le décret n° 2006-1946 du 29 novembre 2006 relatif à l'obligation du port de la ceinture de sécurité et à l'utilisation de dispositifs de retenue pour enfants et modifiant le code de la route, impose que chaque enfant transporté dans les véhicules légers soit attaché selon le mode le plus approprié à sa morphologie. Cette disposition achève la transposition de la directive européenne relative à l'utilisation obligatoire de ceinture de sécurité et de dispositif de retenue pour les enfants dans les véhicules :*

Chaque passager d'un véhicule léger devra désormais occuper seul une place équipée d'une ceinture de sécurité. Cette nouvelle mesure est essentielle pour la sécurité des enfants qui ne sont plus autorisés à partager une même place, avec un adulte. (Pratique jusque là tolérée).

Chaque occupant d'un véhicule doit être installé normalement attaché avec une ceinture munie d'un dispositif approprié à sa morphologie. Pour les enfants : un lit nacelle adapté, un siège ou un rehausseur homologué. Pour les plus grands (plus de 10 ans), la ceinture de sécurité.

Il est désormais interdit d'installer un enfant de moins de 3 ans, dans son système de retenue, à une place non équipée d'une ceinture de sécurité.

Dans le cas où un bébé est transporté à l'avant, dos à la route, dans un siège spécifiquement conçu à cet effet, le coussin de sécurité frontal (airbag) doit être obligatoirement désactivé.

Un enfant de moins de 10 ans est désormais autorisé à voyager à l'avant avec un dispositif spécifique de retenue lorsque les places arrières ne sont pas équipées de ceinture de sécurité.

Un enfant de moins de 10 ans qui emprunte les transports publics organisés dans des véhicules légers, notamment dans le cadre scolaire, doit obligatoirement être installé avec un système de retenue pour enfant.

**Ces règles seront effectives le 1<sup>er</sup> janvier 2008** afin, notamment, de laisser du temps aux familles nombreuses et aux gestionnaires de transport scolaire en véhicules légers de s'adapter.

<sup>1</sup> Source : bilan de l'accidentologie routière 2005, Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR).



Les taxis en service sont dispensés d'installer les enfants qu'ils transportent dans un système spécifique de retenue, sauf s'ils exercent dans le cadre d'une convention de transport scolaire. Mais, dans tous les cas, le port de la ceinture demeure obligatoire pour chaque passager, enfant et adulte (sauf si leur morphologie ne le leur permet pas).

La réglementation concernant les chauffeurs de taxi en service demeure inchangée. Ils continuent à bénéficier de la dérogation actuelle qui les dispense du port de la ceinture en service (risque d'agression). Il leur est toutefois fortement recommandé de boucler leur ceinture de sécurité. Hors service, elle est rappelons le, obligatoire.

L'usage de la ceinture de sécurité est toutefois toujours moins respecté à l'arrière qu'à l'avant. Plus de 20 % des passagers ne portaient pas leur ceinture de sécurité à l'arrière en 2005. D'après une enquête ASFA - La Prévention routière (octobre 2004) effectuée sur le réseau autoroutier, 68 % seulement des passagers sont attachés à l'arrière alors qu'ils sont 97 % à être attachés à l'avant. Ce chiffre s'abaisse à 51 % lorsqu'il s'agit de s'attacher à la place arrière centrale.

| <b>INFRACTIONS POUR<br/>NON-PORT<br/>DE CEINTURE DE SECURITE</b> | <b>2002</b>    | <b>2003</b>    | <b>2004</b>    | <b>2005</b>    | <b>2006</b>    | <b>Ev.<br/>2002/2006</b> |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------|
| <b>Transports d'enfant de – de 13 ans sans ceinture</b>          | 36 001         | 43 572         | 46 289         | 45 112         | 43 659         | <b>+ 21 %</b>            |
| <b>Conduite sans port de la ceinture</b>                         | 600 710        | 680 383        | 524 339        | 410 985        | 349 181        | <b>- 42 %</b>            |
| <b>Non port de la ceinture par un passager</b>                   | 70 842         | 86 981         | 81 408         | 79 989         | 75 490         | <b>+ 7 %</b>             |
| <b>Total</b>   | <b>707 553</b> | <b>810 936</b> | <b>652 036</b> | <b>536 086</b> | <b>468 330</b> | <b>- 34 %</b>            |

Si l'examen détaillé du tableau ci-dessus montre qu'il reste à faire des progrès, une étude universitaire démontre que le port de la ceinture de sécurité est la règle la moins transgressée du code de la route, notamment chez les jeunes, car son utilité est parfaitement assimilée. La ceinture est entrée dans les mœurs et les nouvelles générations ont grandi avec<sup>2</sup>.

Elle reste cependant l'une des infractions les plus relevées.

Selon une récente étude de l'ETSC<sup>3</sup>, attacher sa ceinture est devenu un réflexe pour plus de 95 % des Français et des Allemands. 90 % des Anglais et des Suédois attachent leur ceinture mais à peine 70 % des Italiens et des Belges. Toujours selon cette étude, le port de la ceinture de sécurité évite chaque année la mort de 11 500 conducteurs en Europe.

<sup>2</sup> Sandrine Gaymard, maître de conférence en psychologie sociale à l'université d'Angers : la conditionnalité du respect de la règle (2005).

<sup>3</sup> ETSC : conseil européen de la sécurité routière.

## USAGE DU TELEPHONE MOBILE AU VOLANT



S'il est un domaine pour lequel aucun progrès n'a été enregistré, c'est celui de l'usage du téléphone mobile au volant.

Pourtant :

- 92 % des Français estiment que l'usage du téléphone mobile au volant pose de gros problèmes de sécurité.
- 98 % des Français savent qu'il est interdit de conduire en téléphonant avec le téléphone tenu en main.
- 16 % des personnes ayant le permis de conduire déclarent téléphoner en conduisant (avril 2006). Ils étaient 12 % à déclarer le faire en avril 2005 et 11 % en avril 2004<sup>1</sup>.

Désormais, l'article R.412-6-1 alinéa 2 du code de la route tel qu'il résulte du décret n° 2003-293 du 31 mars 2003 relatif à la sécurité routière a créé une contravention spécifique d'usage d'un téléphone tenu en main lors de la conduite d'un véhicule terrestre.

Antérieurement, cette infraction était sanctionnée sur le fondement des dispositions à caractère général résultant de l'article R.412-6 du code de la route réprimant le fait pour un conducteur de ne pas se tenir en position d'exécuter commodément et sans délai toutes les manœuvres qui lui incombent.

De 2002 à 2006, on constate une progression de 126 % du nombre des infractions sous ces deux qualifications. Parallèlement, le pourcentage de l'usage du téléphone mobile dans la population française était de 64 % en 2002 et de 81 % en 2006.

49 millions de français sont titulaires d'un téléphone mobile au 30 juin 2006<sup>2</sup>.

Cette contravention spécifique permet de mieux identifier cette infraction. Son nombre s'est multiplié par trois. Elle représente 47 % de la catégorie « infractions aux règles de conduite ».

Si la classification de l'infraction demeure inchangée (contravention de 2<sup>ème</sup> classe), son constat donne lieu, désormais, à un retrait de deux points sur le permis de conduire du contrevenant.

Une étude évalue la diminution théorique du nombre d'accidents (si les conducteurs cessaient de téléphoner en conduisant) entre **7% et 8 %**<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Sondage TNS/Sofres pour la sécurité routière (juin 2006).

<sup>2</sup> Chiffres de l'ARCEP (autorité de régulation des communications électroniques et des postes).

<sup>3</sup> Etude réalisée par l'ONISR mars 2007 – CNSR.

| <b>USAGE DU TELEPHONE MOBILE AU VOLANT</b>  | <b>2002</b> | <b>2003</b> | <b>2004</b> | <b>2005</b> | <b>2006</b> | <b>Ev.<br/>2004/2006</b> |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------------------|
| <b>Conduite d'un véhicule dans des conditions ne permettant pas au conducteur de manœuvrer aisément</b> | 234 279     | 151 706     | 39 264      | 38 513      | 65 677      | <b>- 67 %</b>            |
| <b>Usage d'un téléphone tenu en main par le conducteur d'un véhicule en circulation</b>                 | -           | 140 430     | 384 904     | 422 978     | 463 877     | <b>+ 21 %</b>            |
| <b>Total</b>  | 234 279     | 292 136     | 424 168     | 461 491     | 529 554     | <b>+ 25 %</b>            |

On recense **529 554** infractions au code de la route sous ces deux qualifications, soit le volume de contraventions le plus important après le stationnement et la vitesse.

Il existe toutefois « une tolérance »<sup>4</sup> pour les usages dits *mains-libres*, qui recouvrent en fait des réalités différentes selon la nature de l'équipement utilisé. Ces systèmes permettent, grâce à un micro et une oreillette ou un haut parleur de communiquer sans lâcher le volant. Il existe même une génération kit mains-libres à commandes entièrement vocales. Un simple énoncé du nom de votre correspondant ou de son numéro de téléphone suffit pour que la communication s'opère immédiatement.



Or plusieurs recherches expérimentales<sup>5</sup> ont montré que l'utilisation du téléphone, en détournant l'attention du conducteur de l'action de conduire, engendre une déstabilisation et une dégradation des capacités à la conduite. Cela, quelque soit l'équipement utilisé.

Ces recherches tendent à prouver qu'une conversation téléphonique aurait un impact plus négatif sur la conduite que le fait de discuter avec un passager (conversation plus facile à différer ou à suspendre) ou d'écouter la radio (information non personnalisée dans ce dernier cas).

Enfin, une récente enquête<sup>6</sup> établit que 44,5 % des conducteurs déclarent conduire en téléphonant avec le kit main-libres.

<sup>4</sup> Le kit mains-libres est autorisé. Il n'y a pas de verbalisation.

<sup>5</sup> INRETS : Evaluation de l'impact des communications orales sur la conduite automobile (juillet 2006).

<sup>6</sup> Enquête baromètre AGF-AFPC 2007.

## DELIT DE CONDUITE SANS PERMIS

Le délit de conduite sans permis de conduire est un phénomène préoccupant tant par son ampleur que par les différentes formes qu'il peut revêtir.

La définition juridique de la conduite sans permis renvoie à une pluralité de situations contrastées. Le code de la route décline une typologie diversifiée des cas de conduite sans permis.

### **Le conducteur non-titulaire du permis de conduire.**

Il s'agit essentiellement des jeunes dont la conduite sans permis est motivée par une pluralité de motifs :

- l'incapacité à attendre avant de conduire, par impatience ;
- l'incapacité financière à passer le permis de conduire ;
- l'incapacité à obtenir le titre de conduite en raison d'un niveau scolaire faible ;
- le refus de principe de passer le permis de conduire ;
- on peut également citer le cas de personnes plus âgées notamment en zone rurale qui conduisent depuis longtemps sans s'être préoccupées de ce qu'elles estiment une simple « formalité ».

### **Le cas des permis non-communautaires.**

Il s'agit du conducteur titulaire d'un permis non-communautaire qui continue à circuler en France sans avoir obtenu un permis de conduire français : soit, par échange ; soit, par réussite aux épreuves dans le délai imparti d'un an. Depuis la *loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 pré-citée et son décret d'application n° 2005-320 du 30 mars 2005*, la sanction est aggravée. La contravention de 4<sup>ème</sup> classe de l'ancien alinéa 2 de l'article R.222-3 est supprimée et ces conducteurs sont désormais passibles du délit prévu à l'article L.221-2 du code de la route. Cette mesure est de nature à faciliter le contrôle par les forces de l'ordre qui, sur présentation d'un permis de conduire non-communautaire, doivent seulement vérifier si son titulaire est ou non résident en France depuis plus d'un an.

### **Le conducteur non titulaire de la catégorie de permis exigée.**

Il s'agit de la conduite d'un véhicule d'une catégorie à laquelle on n'est pas autorisé. Par exemple :

- le conducteur d'un véhicule de transport de personnes de plus de 9 places, titulaire de la seule catégorie B du permis de conduire ;
- le conducteur d'une motocyclette de 125 cm<sup>3</sup> titulaire depuis moins de 2 ans d'un permis de conduire de catégorie B.

### **Le conducteur ayant reçu injonction de restituer son permis dont le solde de points est nul.**

Il s'agit souvent de conducteurs qui continuent à conduire pour des raisons professionnelles ou familiales avec un duplicata acquis antérieurement en prétextant la perte du titre original de conduite.

### **Le conducteur informé d'une décision de suspension, de rétention, d'annulation ou d'interdiction d'obtenir la délivrance du permis de conduire.**

Il s'agit essentiellement du conducteur en état alcoolique car l'alcool est le principal motif de retrait ou de suspension du permis de conduire.

| DELITS DE CONDUITE SANS PERMIS  | 2002          | 2003          | 2004          | 2005          | 2006          | Evolution 2005/2006 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|
| Conduite d'un véhicule sans permis  | 46 926*       | 48 148*       | 35 881        | 50 260        | 57 633        | + 15 %              |
| Conduite d'un véhicule avec un permis d'une catégorie n'autorisant pas sa conduite                  |               |               | 478*          | 2 014         | 2 474         | + 23 %              |
| Conduite d'un véhicule avec un permis non-communautaire non échangé *                               | 3 993         | 8 194         | 12 194        | -             | -             | -                   |
| Conduite malgré suspension, annulation, interdiction d'obtention ou rétention du permis de conduire | 9 521         | 10 931        | 19 441        | 19 715        | 24 470        | + 24 %              |
| <b>Total</b>  | <b>60 440</b> | <b>67 273</b> | <b>67 994</b> | <b>71 989</b> | <b>84 577</b> | <b>+ 17 %</b>       |

\* avant 2004, ces deux infractions étaient des **contraventions de 5<sup>ème</sup> classe**. Elles étaient réunies dans la même catégorie en compagnie des permis non prorogés.

\* avant 2005, cette infraction était **une contravention de 4<sup>ème</sup> classe**. Ce délit est désormais regroupé avec celui relatif à la conduite d'un véhicule sans permis.

\* chiffres des trois derniers mois 2004 seulement.



| REFUS DE RESTITUER UN PERMIS DE CONDUIRE                 | 2002       | 2003       | 2004       | 2005       | 2006       | Evolution 2005/2006 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|---------------------|
| Après notification de sa rétention à titre conservatoire | 113        | 154        | 88         | 121        | 156        | + 29 %              |
| Malgré l'injonction suivant la perte totale des points   | 30         | 65         | 89         | 152        | 232        | + 53 %              |
| Permis annulés ou suspendus                              | 245        | 167        | 165        | 229        | 326        | + 42 %              |
| <b>Total Refus</b>                                       | <b>388</b> | <b>386</b> | <b>342</b> | <b>502</b> | <b>714</b> | <b>+ 42 %</b>       |



## **II - LES TABLEAUX STATISTIQUES**

### **INFRACTIONS AUX REGLES DE VITESSE**

Page 28

### **CONTROLES D'ALCOOLOMIE ET D'USAGE DE STUPEFIANTS**

Page 29

### **DELITS**

Page 31

### **REGLES DE CONDUITE**

Page 32

### **CROISEMENTS ET DEPASSEMENTS**

Page 33

### **PRIORITES DE PASSAGE**

Page 34

### **ARRETS ET STATIONNEMENTS**

Page 35

### **ECLAIRAGES ET SIGNALISATIONS**

Page 36

### **EQUIPEMENTS DES UTILISATEURS**

Page 37

### **REGLES ADMINISTRATIVES**

Page 38

### **AUTRES INFRACTIONS**

Page 39

### **SYNTHESE GENERALE**

Page 41

### **CLASSEMENT DES INFRACTIONS PAR ORDRE DECROISSANT**

Page 43

## INFRACTIONS AUX REGLES DE VITESSE

### POLICE ET GENDARMERIE NATIONALES

#### CONTRÔLE TRADITIONNEL

| ANNEE 2006  | NATINF                                 | Désignation des infractions  | Nombre    | Variation /année-1 |
|---|--|--|-----------|--------------------|
| Conducteurs de véhicule à moteur                        | 21526                                  | Excès de vitesse > ou = 50 km/h  | 14 371    | -38%               |
|   | 21527                                  | Excès de vitesse > ou = 40 km/h et < 50 km/h   | 36 713    | -18%               |
|   | 11301                                  | Excès de vitesse > ou = 30 km/h et < 40 km/h   | 194 459   | -34%               |
|   | 11302                                  | Excès de vitesse > ou = 20 km/h et < 30 km/h   | 607 208   | -12%               |
|   | 25386                                  | Excès de vitesse < 20 km/h lorsque la vitesse maximale autorisée est < ou = 50 km/h                | 200 271   | -30%               |
|   | 25387                                  | Excès de vitesse < 20 km/h lorsque la vitesse maximale autorisée est > 50 km/h                     | 217 303   | -15%               |
|   | Total                                  |  |           | 1 270 325          |
| Elèves conducteurs titulaires du livret d'apprentissage | 21540                                  | Excès de vitesse > ou = 50 km/h  | 597       | -50%               |
|   | 21541                                  | Excès de vitesse > ou = 40 km/h et < 50 km/h   | 912       | -47%               |
|   | 12927                                  | Excès de vitesse > ou = 30 km/h et < 40 km/h   | 764       | -39%               |
|   | 25391                                  | Excès de vitesse > ou = 20 km/h et < 30 km/h   | 1 434     | -11%               |
|   | 25392                                  | Excès de vitesse < 20 km/h lorsque la vitesse maximale autorisée est < ou = 50 km/h                | 930       | -0,4%              |
|   | 25393                                  | Excès de vitesse < 20 km/h lorsque la vitesse maximale autorisée est > 50 km/h                     | 685       | -61%               |
|   | Total                                  |  |           | 5 322              |
| Infractions diverses                                    | 213                                    | Conduite d'un véhicule à une vitesse excessive eu égard aux circonstances                          | 127 225   | -3%                |
|   | 10094                                  | Conduite véhicule à vitesse excessive sur trottoir ou terre-plein aménagé en parc de stationnement | 1 228     | +172%              |
|   | 6189                                   | Excès de vitesse par conducteur de véhicule sans moteur  | 33        | -31%               |
|   | 6289                                   | Circulation de véhicule en marche normale à une vitesse anormalement réduite                       | 1 139     | +49%               |
|   | Total                                  |  |           | 129 625            |
| ANNEE 2006  | Total Police et Gendarmerie Nationales |  | 1 405 272 | -19%               |

#### CONTRÔLE-SANCTION AUTOMATISÉ

| ANNEE 2006                       | NATINF                                  | Désignation des infractions | Nombre    | Variation /année-1 |
|----------------------------------|---|-----------------------------|-----------|--------------------|
| Conducteurs de véhicule à moteur |   | CSA                         | 5 833 629 | + 41 %             |
| ANNEE 2006                       | NOMBRE TOTAL D'INFRACTIONS A LA VITESSE |                             | 7 238 901 | + 23 %             |

## CONTROLES D'ALCOOLEMIE ET D'USAGE DE STUPEFIANTS

ANNEE 2006

POLICE ET GENDARMERIE NATIONALES

| Circonstances des épreuves de dépistage de l'alcoolémie |  | Dépistages (alcootest et éthylotest) | Tests positifs* | Taux de positivité |
|---|--|--------------------------------------|-----------------|--------------------|
| <b>Contrôles préventifs</b>                             |  | <b>9 061 804</b>                     | <b>249 542</b>  | <b>3%</b>          |
| <b>A L C O O L E M I E</b>                              | Mortels ( <i>immédiats</i> )                             | <b>7 100</b>                         | <b>1 072</b>    | 15%                |
|   | Corporels ( <i>non mortels</i> )                         | <b>125 214</b>                       | <b>8 496</b>    | 7%                 |
|   | Matériels ( <i>constatés par les forces de l'ordre</i> ) | <b>235 871</b>                       | <b>20 463</b>   | 9%                 |
|   | <b>Total</b>   | <b>368 185</b>                       | <b>30 031</b>   | <b>8%</b>          |
| <b>Infractions</b>                                      |  | <b>1 922 305</b>                     | <b>86 275</b>   | <b>4%</b>          |
| <b>TOTAL ALCOOLEMIE</b>                                 |  | <b>11 352 294</b>                    | <b>365 848</b>  | <b>3%</b>          |
| <b>Variation / année-1</b>                              |  | <b>-0,3%</b>                         | <b>+2%</b>      | <b>+2%</b>         |

| Circonstances des épreuves de dépistage des stupéfiants              |  | Dépistages    | Tests positifs* | Taux de positivité |
|--|--|---------------|-----------------|--------------------|
| <b>S T U P E F I A N T S</b>   | Mortels ( <i>immédiats</i> )                             | 4 485         | 563             | 13%                |
|  | Corporels ( <i>non mortels</i> )                         | 5 503         | 951             | 17%                |
|  | Matériels ( <i>constatés par les forces de l'ordre</i> ) | 462           | 171             | 37%                |
|  | <b>Total</b>   | <b>10 450</b> | <b>1 685</b>    | <b>16%</b>         |
| <b>Infractions</b>   |  | <b>2 322</b>  | <b>1 971</b>    | <b>85%*</b>        |
| <b>Soupçon d'usage de stupéfiants (sans accident, ni infraction)</b> |  | <b>8 130</b>  | <b>5 255</b>    | <b>65%*</b>        |
| <b>TOTAL STUPEFIANTS</b>   |  | <b>20 902</b> | <b>8 911</b>    | <b>43%*</b>        |
| <b>Variation / année-1</b>   |  | <b>-0,6%</b>  | <b>+12%</b>     | <b>+13%</b>        |

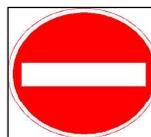
\* tout ces tests positifs n'engendrent pas toujours une infraction (test négatif à postériori, accidents mortels...).

\* la plupart de ces dépistages ne sont effectués que lorsque l'état du conducteur laisse indéniablement penser aux forces de l'ordre que le taux de probabilité est élevé.



| CODE NATIF                            | I. DELITS  | Total national |
|---------------------------------------|--|----------------|
| <b>ALCOOLEMIE</b>                     |  |                |
| 41                                    | Conduite d'un véhicule en état d'ivresse manifeste   | 8 579          |
| 1247                                  | Conduite sous l'empire d'un état alcoolique<br>taux délictueux (>ou= 0,8 g/l de sang ou 0,40 mg/l d'air)                                       | 157 549        |
| 51                                    | Refus de se soumettre aux vérifications tendant à établir l'état alcoolique  | 4 651          |
| <b>STUPEFIANTS</b>                    |  |                |
| 23761                                 | Conduite d'un véhicule après usage de stupéfiants  | 6 359          |
| 22988                                 | Refus de se soumettre au dépistage de produits stupéfiants   | 193            |
| <b>ALCOOLEMIE + STUPEFIANTS</b>       |  |                |
| 23762                                 | Conduite d'un véhicule après usage de stupéfiants et sous l'empire d'un état alcoolique  | 1 212          |
| <b>AUTRES DELITS</b>                  |  |                |
| 179                                   | Refus de se soumettre aux vérifications relatives au véhicule ou au conducteur   | 1 810          |
| 50                                    | Refus d'obtempérer à une sommation de s'arrêter  | 14 781         |
| 25124                                 | Refus, par le conducteur, d'obtempérer à une sommation de s'arrêter dans des circonstances exposant autrui à un risque de mort ou de blessures | 1 908          |
| 42                                    | Délit de fuite après un accident par conducteur de véhicule terrestre  | 123 778        |
| 6245                                  | Obstacle, par un conducteur, à l'immobilisation administrative de son véhicule   | 306            |
| 2271 - 11050                          | Entrave ou tentative d'entrave à la circulation sur une voie publique  | 397            |
| 45                                    | Mise en circulation de véhicule à moteur ou remorque muni de plaque ou inscription inexacte  | 1 967          |
| 48                                    | Usage de fausse plaque ou de fausse inscription apposée sur un véhicule à moteur ou remorque   | 3 687          |
| 49                                    | Fausse déclaration sur le propriétaire d'un véhicule à moteur circulant sans plaque ou inscription obligatoire                                 | 98             |
| 25123                                 | Circulation d'un véhicule muni d'une plaque portant un numéro d'immatriculation attribué à un autre véhicule                                   | 1 407          |
| 6163                                  | Circulation avec un véhicule terrestre à moteur sans assurance   | 79 887         |
| 7536                                  | Conduite d'un véhicule sans permis   | 57 633         |
| 5707 à 5709 - 6246 - 22873            | Conduite malgré suspension, annulation, interdiction d'obtention ou rétention du permis de conduire  | 24 470         |
| 22872                                 | Conduite d'un véhicule sans permis correspondant à la catégorie du véhicule  | 2 474          |
| 6247                                  | Refus de restituer un permis de conduire après notification de sa rétention conservatoire  | 156            |
| 11049                                 | Refus de restituer un permis de conduire malgré l'injonction suivant la perte totale des points  | 232            |
| 20504 - 20505                         | Refus de restituer un permis de conduire annulé ou suspendu  | 326            |
| 11270 - 11272 - 11274 - 11276 - 11278 | Infractions relatives à l'augmentation de la puissance du moteur des cyclomoteurs  | 157            |
| 20753 - 20756 - 20757                 | Absence ou modification du dispositif de limitation de vitesse par construction de véhicule de transport routier                               | 180            |
| 22908                                 | Vente d'appareil destiné à déceler ou perturber les instruments de constatation des infractions routières                                      | 7              |
| 22513 à 22516                         | Infractions aux règles de l'enseignement de la conduite des véhicules  | 89             |
| 24080 à 24083                         | Violences, outrage contre un inspecteur du permis de conduire  | 53             |
| 2270                                  | Organisation de course de véhicules à moteur sur la voie publique sans autorisation administrative   | 4              |
| <b>Total Délits</b>                   |  | <b>494 350</b> |

| CODE NATINF                           | II. REGLES DE CONDUITE   | Total national |
|---------------------------------------|--|----------------|
| 6090                                  | Conduite d'un véhicule dans des conditions ne permettant pas au conducteur de manœuvrer aisément               | 65 677         |
| 23800                                 | Usage d'un téléphone tenu en main par le conducteur d'un véhicule en circulation                               | 463 877        |
| 6096 - 23082                          | Conduite d'un véhicule sans laisser une distance de sécurité avec le véhicule qui précède                      | 21 740         |
| 6092 - 6093 - 22061 - 24088 - 24089   | Circulation d'un véhicule en dehors de la chaussée ou de la voie normale de circulation                        | 27 209         |
| 6249 - 23272                          | Conduite de véhicule PTAC > 3,5 t ou L > 7 m hors des deux voies de droite sur une route à trois voies ou plus | 1 572          |
| 6116 - 6117 - 6212 - 13318 - 13319    | Infractions aux règles de circulation sur autoroute  | 17 537         |
| 6292                                  | Circulation sur une bande d'arrêt d'urgence  | 7 035          |
| 10095                                 | Conduite d'un véhicule sans précaution sur trottoir ou terre-plein aménagé en parc de stationnement            | 592            |
| 24090                                 | Circulation d'un véhicule non autorisé sur une voie réservée aux véhicules de transport public de voyageurs    | 45 373         |
| 24091                                 | Circulation d'un véhicule non autorisé sur une voie réservée aux véhicules d'intérêt général prioritaires      | 858            |
| 256                                   | Circulation de véhicule en sens interdit   | 46 773         |
| 6087                                  | Contournement par la gauche d'ouvrage établi sur chaussée, de place ou de carrefour                            | 4 290          |
| 217                                   | Changement de direction d'un véhicule sans avertissement préalable   | 21 478         |
| 6094 - 23270                          | Changement de file non justifié par un changement de direction   | 6 190          |
| 11325                                 | Franchissement d'une ligne continue  | 97 830         |
| 11326                                 | Chevauchement d'une ligne continue   | 13 159         |
| 11081                                 | Franchissement d'une ligne discontinue non justifié par le dépassement ou la traversée d'une chaussée          | 1 594          |
| 6175                                  | Inobservation des indications des agents réglant la circulation  | 1 656          |
| 11083 - 12867 - 22928                 | Inobservation d'une signalisation routière   | 129 867        |
| 11084                                 | Refus de faciliter le passage véhicule de transport en commun quittant un de ses arrêts en agglomération       | 412            |
| 11085                                 | Rupture de colonne militaire, de forces de police ou de cortège en marche, par conducteur de véhicule          | 50             |
| 11399                                 | Conduite de véhicule sur un pont sans respecter les règles de sécurité   | 92             |
| 11397 - 22773 à 22776 - 22929 - 23273 | Circulation de véhicule pendant une période d'interdiction ou de restriction de circulation                    | 13 012         |
| 13185                                 | Inobservation restrictions de circulation imposées à l'occasion d'une épreuve sportive sur la voie publique    | 33             |
| 21631                                 | Conduite en infraction à mesure suspens. ou restriction liée à pollution atmosphérique – procédure d'alerte    | 205            |



|  |                |
|--|----------------|
| <b>Total national</b>                        | <b>988 111</b> |
| <b>Contraventions aux règles de conduite</b> |                |

| CODE NATINF   | III. CROISEMENTS ET DEPASSEMENTS  | Total national |
|---------------|---|----------------|
| 11073         | Croisement irrégulier sur une route de montagne ou à forte déclivité  | 6              |
| 22910         | Croisement de véhicule par la gauche  | 54             |
| 6102          | Dépassement de véhicule par la droite   | 10 676         |
| 6105          | Dépassement de véhicule à une intersection de routes  | 1 258          |
| 6108          | Dépassement sur la voie la plus à gauche d'une chaussée à double sens de plus de 2 voies                    | 273            |
| 6109          | Accélération par conducteur d'un véhicule sur le point d'être dépassé                                       | 227            |
| 6110 - 11066  | Refus de serrer à droite lors du croisement ou du dépassement   | 275            |
| 10096         | Dépassement par véhicule à l'approche d'un passage réservé aux piétons sur lequel un piéton est engagé      | 276            |
| 10097         | Dépassement effectué par le conducteur malgré une interdiction signalée                                     | 13 541         |
| 11054         | Dépassement sans avertissement préalable du conducteur dépassé  | 2 880          |
| 11055         | Dépassement d'usager sans se porter suffisamment à gauche pour éviter le risque d'accrochage                | 434            |
| 11056         | Dépassement sur la moitié gauche de la chaussée gênant la circulation en sens inverse                       | 3 478          |
| 11057         | Dépassement sans visibilité suffisante vers l'avant, sur une chaussée à double sens de circulation          | 1 281          |
| 11058         | Retour prématuré sur la droite par conducteur venant de dépasser  | 1 223          |
| 11067         | Dépassement par la gauche d'un véhicule tournant à gauche   | 509            |
| 11068         | Dépassement irrégulier d'un véhicule circulant sur une voie ferrée empruntant la chaussée                   | 31             |
| 11069         | Dépassement de tramway ou de train à l'arrêt, du côté de la descente ou de la montée des voyageurs          | 4              |
| 11070         | Dépassement à une traversée de voie ferrée démunie de barrière ou de demi-barrière                          | 12             |
| 22060         | Dépassement de véhicule sans possibilité de retour bref dans le courant normal de la circulation            | 3 514          |
| 22900         | Dépassement entrepris par un véhicule sur le point d'être dépassé   | 1 230          |
| 23269 - 23271 | Dépassement irrégulier sur une chaussée enneigée ou verglacée   | 30             |
| 22911 à 22914 | Refus de faciliter croisement ou dépassement véhicule plus petit ou d'intérêt général avec signaux spéciaux | 160            |



Total national

Contraventions aux règles de croisements et dépassements

41 372

| CODE NATINF                           | IV. PRIORITE DE PASSAGE - INTERSECTIONS   | Total national |
|---------------------------------------|---|----------------|
| 202                                   | Refus de priorité par conducteur de véhicule à piéton régulièrement engagé dans la traversée d'une chaussée   | 4 604          |
| 207                                   | Refus de priorité à droite à une intersection de routes   | 8 363          |
| 221                                   | Refus de priorité par conducteur venant de voie non ouverte à circulation publique ou d'aire de stationnement | 950            |
| 6091                                  | Refus de priorité par conducteur abordant un carrefour à sens giratoire                                       | 3 718          |
| 6111 - 6112                           | Refus de priorité avec obligation de céder le passage signalée ou par conduct. ayant marqué l'arrêt au "stop" | 9 192          |
| 6115                                  | Refus de priorité à gauche par conducteur circulant sur la voie réservée aux véhicules lents                  | 248            |
| 6223                                  | Refus de priorité par conducteur d'un véhicule tournant à gauche  | 1 724          |
| 22917 - 22918                         | Refus de priorité par conducteur de véhicule abordant une route à grande circulation ou une autoroute         | 706            |
| 11077                                 | Refus de priorité à véhicule d'intérêt général prioritaire usant des avertisseurs spéciaux à une intersection | 356            |
| 10093 - 12868 - 22795                 | Engagement sans précaution de véhicule dans une intersection  | 6 365          |
| 22915 - 22916                         | Manceuvre irrégulière par conducteur quittant une route sur sa droite ou sur sa gauche                        | 886            |
| 203                                   | Inobservation de l'arrêt absolu imposé par le panneau "stop" à une intersection de routes                     | 145 767        |
| 210                                   | Inobservation de l'arrêt imposé par un feu rouge fixe ou clignotant   | 222 687        |
| 6118                                  | Inobservation de l'arrêt imposé par un feu jaune fixe   | 63 726         |
| 11059 - 11060 - 11062 à 11064 - 22948 | Non respect des règles de franchissement des passages à niveau  | 516            |



|  |  | Total national |
|--|--|----------------|
| <b>Contraventions aux règles de priorité de passage et d'intersections</b> |  | <b>469 808</b> |

| CODE NATINF  | V. ARRET ET STATIONNEMENT  | Total national |
|--|--|----------------|
| 201 - 7597   | Arrêt ou stationnement dangereux risquant de provoquer un accident   | 22 279         |
| 219  | Ouverture d'une portière de véhicule dans des conditions dangereuses                                       | 907            |
| 6215-21199-21201-21290-22811-22813   | Arrêt ou stationnement gênant sur un passage ou emplacement réservé  | 975 616        |
| 21200  | Arrêt ou stationnement gênant sur emplacement réservé aux véhicules utilisés par les personnes handicapées | 206 537        |
| 7578-7581 à 7583-7586 à 7588-20586-21202 à 21206-22802-22812-24026-24027     | Autres "arrêt ou stationnement gênant"   | 2 315 918      |
| 2268   | Arrêt ou stationnement de véhicule interdit par un règlement de police                                     | 199 620        |
| 7505 à 7508  | Stationnement irrégulier en zone de stationnement payant   | 3 551 525      |
| 7560 - 7575 - 21198  | Stationnement abusif de véhicule sur la voie publique  | 50 393         |
| 21939  | Stationnement d'un véhicule dont le moteur n'est pas arrêté  | 1 489          |
| 7504 - 7572 - 7573 - 7576 - 7591 - 7592 - 7594 à 7596<br>7599 - 7600 - 22919 | Autres infractions à l'arrêt ou au stationnement   | 117 329        |



|  | Total national   |
|--|------------------|
| <b>Contraventions aux règles d'arrêt et de stationnement</b> | <b>7 441 613</b> |

| CODE NATINF   | VI. ECLAIRAGE ET SIGNALISATIONS  | Total national |
|---|--|----------------|
| 238   | Circulation de jour d'une motocyclette sans feu de croisement allumé   | 751            |
| 6114 - 22886 - 22888 à 22890 - 22896 - 22897                                  | Usage ou maintien irrégulier ou injustifié des feux d'éclairage  | 18 032         |
| 6290  | Circulation à allure très réduite sans feux de détresse avertissant les autres conducteurs                         | 227            |
| 7574 - 22799  | Absence de présignalisation d'un véhicule immobilisé   | 3 567          |
| 11052 - 22885 - 22891 à 22895   | Circulation de nuit ou par visibilité insuffisante, sans éclairage ni signalisation                                | 5 876          |
| 11053 - 22797 - 22798   | Arrêt ou stationnement, de nuit ou par visibilité insuffisante, sans éclairage ni signalisation                    | 445            |
| 13107 à 13110 - 22822 - 22828   | Installation ou usage irrégulier feux spéciaux ou avertis. sonore réservés véh. intérêt général ou interv. urgente | 367            |
| 22796 - 22848 - 22855 à 22861 - 22887   | Infractions relatives à l'éclairage et à la signalisation des cycles, cyclomoteurs et quadricycles légers          | 5 270          |
| 22771 - 22772 - 22841   | Infractions relatives à l'éclairage et à la signalisation des machines agricoles et matériels de travaux publics   | 205            |
| 22830 - 22832 à 22840 - 22842 à 22844 - 22846 - 22847 - 22850 - 22852 à 22854 | Circulation véhicule à moteur ou remorque non muni dispositif éclairage ou signalisation règlemt. ou conforme      | 60 688         |
| 22615 - 22616 - 22882 à 22884 - 22947   | Infractions aux règles relatives à l'avertisseur sonore  | 2 612          |



|  |                       |
|--|-----------------------|
|  | <b>Total national</b> |
| <b>Contraventions aux règles sur l'éclairage et les signalisations</b> | <b>98 040</b>         |

| CODE NATINF   | VII. EQUIPEMENT DES UTILISATEURS ET ETAT DES VEHICULES   | Total national |
|---|--|----------------|
| 12931 - 12932 - 22921 - 12933 - 22922   | Non port casque homologué par conducteur ou passag. deux-roues à moteur, tricycle ou quadricycle à moteur          | 76 689         |
| 12929 - 12930   | Non port de la ceinture de sécurité par conducteur ou passager de véhicule à moteur récept. avec cet équipt        | 424 671        |
| 11065   | Transport d'enfant de moins de 13 ans sans ceinture de sécurité ou système de retenue homologué                    | 43 659         |
| 2275 - 6208 - 6209 - 11429  | Infractions relatives à vente ou usage équipement ou véhicule non conforme à type homologué ou réceptionné         | 11 599         |
| 6124 - 6125 - 6207 - 22621 - 22622 - 22823 - 22975  | Infractions à la réglementation sur les pneumatiques   | 99 992         |
| 6126  | Emission de bruits gênants par véhicule à moteur   | 29 431         |
| 6053 - 6128 - 6129 - 6229 - 12883 - 21762 - 21763 - 22617 à 22620 - 22625 à 22627 - 22656 à 22658 | Vente ou circulation de véhicule non muni des équipements réglementaires   | 74 752         |
| 6134 - 6198 - 6199 - 21217 - 22632 - 22825 - 22826  | Infractions à la réglementation sur les dispositifs de freinage  | 4 403          |
| 7557 - 22909  | Détention, transport, usage appareil destiné à déceler ou perturber instruments de constatation infract. routières | 639            |
| 9920  | Emission de fumées ou gaz toxiques, corrosifs ou odorants par véhicule   | 4 017          |
| 22595 à 22602 - 23017   | Infractions relatives au chargement du véhicule  | 6 539          |
| 22827   | Circulation véhicule transport routier équipé d'appareil de contrôle en mauvais état de fonctionnement             | 261            |



|  |  |                |
|--|--|----------------|
|  |  | Total national |
| <b>Contraventions aux règles sur l'équipement des utilisateurs et l'état des véhicules</b> |  | <b>776 652</b> |

| CODE NATINF  | VIII. REGLES ADMINISTRATIVES   | Total national |
|--|--|----------------|
| 697 - 21925 - 21926  | Mise en circulation d'un véhicule malgré l'immobilisation prescrite par un agent verbalisateur   | 16 510         |
| 6099   | Conduite de véhicule par élève conducteur ou nouveau conducteur sans signalisation réglementaire   | 41 513         |
| 7081 à 7083 - 7541 - 22628 à 22631 - 22904 à 22906                           | Circulation véhicule à moteur ou remorque sans les plaques ou inscriptions réglementaires  | 5 302          |
| 7542 - 24028 à 24030   | Circulation sans plaque d'immatriculation ou avec une plaque illisible, amovible ou non conforme   | 105 889        |
| 6224 - 6234 - 6235 - 6237 - 6238 - 6241 - 7543 - 7544 - 7548 - 7549 - 21254  | Infractions relatives au certificat d'immatriculation ou à l'immatriculation des véhicules   | 187 834        |
| 6164 - 6166 - 6168   | Infractions à l'assurance (non délictuelles)   | 474 699        |
| 6204 - 6227 - 7551 - 7553 à 7555 - 21213 - 22878 - 22879                     | Non présentation imméd. ou non justif. dans les 5 jours de possession documents nécessaires à conduite véhic.  | 470 885        |
| 7538   | Conduite d'un véhicule avec un permis non prorogé  | 8 657          |
| 25611  | Conduite d'un véhicule à moteur sans respecter une restriction d'usage mentionnée sur le permis de conduire  | 19 280         |
| 21944  | Conduite véhicule par titulaire d'un permis communautaire, résidant en France et n'ayant pas échangé ce permis   | 2 248          |
| 22766  | Omission par conducteur titulaire du permis probatoire et auteur d'une infraction ayant donné lieu au retrait d'au moins 3 points, de suivre la formation spécifique | 188            |
| 22870  | Refus, par élève conducteur, de restituer son livret d'apprentissage malgré notification décision de retrait   | 222            |
| 6210 - 21937 - 21938   | Refus de présenter un véhicule à un service de contrôle technique  | 3 669          |
| 22746 à 22748  | Refus de présenter un véhicule à une bascule en vue de sa pesée  | 59             |
| 5678 - 12520 - 12521 - 12526 - 13197 - 22733 - 22735 - 22737 - 22739 à 22742 | Infraction aux règles de la visite technique initiale ou préalable ou valable des véhicules  | 11 224         |
| 12522  | Maintien en circulation de voiture particulière sans visite technique périodique   | 316 709        |
| 12523 à 12525 - 13198 - 22734 - 22736 - 22738 - 22743                        | Maintien en circulation de véhicule (hors voitures particulières) sans visite technique périodique   | 42 044         |
| 22568 à 22594 - 22814 à 22821  | Circulation véhicule dont le poids, le gabarit ou les dimensions excèdent limites règlement. ou autorisées   | 35 932         |
| 22874 à 22877  | Conduite de véhicule de transport public de personnes sans attestation préfectorale d'aptitude physique  | 367            |
| 11830 à 11848 - 22604 à 22608  | Incitation par employeur ou donneur d'ordre au non respect règles administratives des transports routiers  | 1 096          |
| 21632  | Apposition pastille verte sur véhicule ne contribuant pas à la limitation de la pollution atmosphérique  | 114            |
| 20531 à 20533 - 21782 - 22781 - 22782 - 22784                                | Infractions aux règles d'organisation d'activité sportive, de courses ou épreuves sportives  | 664            |



|  |  |                  |
|--|--|------------------|
|  |  | Total national   |
| <b>Contraventions aux règles administratives</b> |  | <b>1 745 105</b> |

| CODE NATINF | IX. AUTRES INFRACTIONS | Total national |
|-------------|------------------------|----------------|
|-------------|------------------------|----------------|

| ALCOOLEMIE CONTRAVENTIONNELLE   |  |        |
|---|--|--------|
| 13322   | Conduite sous l'empire d'un état alcoolique - taux contraventionnel (< 0,8 g/l de sang ou 0,40 mg/l d'air)                               | 92 784 |
| 25434   | Conduite de véhicule de transport en commun avec un taux d'alcool compris entre 0,2 et 0,8 g/l de sang, ou entre 0,10 et 0,40 mg/l d'air | 660    |
| AUTRES INFRACTIONS  |  |        |
| 22788 à 22791 - 22803   | Infractions commises par les piétons   | 5 233  |
| 200 - 215 - 11080 - 11086 - 12568 - 21207 - 22804 - 22792 à 22794   | Infractions relatives aux animaux  | 7 034  |
| 6186 - 22624 - 22824 - 22829 - 22831 - 22845 - 22849 - 22851 - 22931  | Infractions particulières aux véhicules à traction animale   | 182    |
| 20808 - 21633 - 22064   | Infractions particulières à la conduite des véhicules agricoles, de travaux publics ou engins spéciaux                                   | 325    |
| 10205 - 11384 - 11385 - 12518 - 21214 - 21215 - 22923 à 22925   | Infractions particulières à la conduite des cycles et cyclomoteurs   | 4 376  |
| 237 - 9921 - 22648 - 22649 - 22926 - 22927  | Infractions relatives au transport de passagers  | 7 994  |
| 6169 à 6174 - 6176 - 6177 - 8690 à 8697 - 22880 - 22881   | Infractions relatives à la publicité, aux enseignes et préenseignes  | 3 148  |
| 6178  | Affichage ou marquage sur équipement ou ouvrage concernant la circulation ou domaine routier   | 2 784  |
| 6081 - 22783  | Distribution ou vente d'imprimé ou d'objet à l'occupant d'un véhicule circulant sur une voie publique                                    | 645    |
| 6194 - 22903  | Non acquittement du montant d'un péage   | 6 699  |
| 6196  | Refus d'obtempérer à l'ordre d'enlever un objet entravant la circulation sur une voie publique   | 781    |
| 6139  | Remorquage irrégulier d'un véhicule en panne ou accidenté  | 1 671  |
| 22655   | Utilisation en agglomération du moteur à des régimes excessifs   | 3 231  |
| 22805   | Essai de véhicule à moteur ou de châssis sur autoroute   | 36     |
| 22869   | Apprentissage de la conduite avec un véhicule non équipé dispositif double commande frein et débrayage                                   | 13     |
| 22871   | Enseignement non autorisé de la conduite d'un véhicule à moteur sur autoroute  | 12     |
| 22785   | Infraction aux règles de circulation d'un véhicule de collection   | 29     |
| 22898 - 22899 - 22901 - 22902 - 22930   | Infractions relatives à la circulation d'autobus articulés ou d'ensembles de véhicules avec plus d'une remorque                          | 61     |
| INFRACTIONS HORS CODE DE LA ROUTE   |  |        |
| -   | Infractions relatives à la vignette fiscale  | 472    |
| -   | Infractions relatives à la taxe spéciale dite à l'essieu   | 4 103  |
| 20335 à 20376 - 20525 - 20870 - 20871   | Infractions relatives au temps de conduite et de repos   | 43 546 |
| 4678-7512-7679-7680-7690 à 7699-7701 à 7704-7706-7707-7722 à 7724-7726 à 7728-20377 à 20383-20508-20510 à 20524-20526-22113-22114-23103-23106 | Infractions relatives au contrôle des conditions de travail des transports routiers  | 43 205 |
| (1) voir détail ci-dessous  | Infractions relatives au transport de matières dangereuses   | 2 615  |
| 399-7608-7616-7620-7657-7676-21174-21177-21853 à 21857-22101 à 22107-22110 à 22112  | Transport routier de marchandises ou de personnes sans autorisation ou licence   | 12 255 |

(1) détail des infractions relatives au transport de matières dangereuses

4675-4677-10388-10390-10391-10393 à 10396-11200-11206-11208-11211-11212-11220-11223-11225-11227-11229-11231 à 11233-11235-11236-11238-11239-11241-11243-11245 à 11247-11249 à 11251-11489 à 11492-13150-13195-13294 à 13296-13301 à 13302-13320-13321-13327-13329-20815 à 20829-20834 à 20840-20843 à 20845-20847-23126-23127-23454 à 23458

|                    |  | Total national |
|--------------------|--|----------------|
| Autres infractions |  | 243 894        |



## SYNTHESE GENERALE

| INFRACTIONS CONSTATEES   | Rappel 2005 | Année 2006        | Variation /année-1 |
|--|-------------|-------------------|--------------------|
| I. DELITS  | 445 327     | <b>494 350</b>    | <b>+ 11 %</b>      |
| II. REGLES DE CONDUITE   | 914 288     | <b>988 111</b>    | <b>+ 8 %</b>       |
| VITESSE (hors CSA)   | 1 730 725   | <b>1 405 272</b>  | <b>- 19 %</b>      |
| III. CROISEMENTS ET DEPASSEMENTS   | 42 182      | <b>41 372</b>     | <b>- 2 %</b>       |
| IV. PRIORITE DE PASSAGE - INTERSECTIONS  | 472 639     | <b>469 808</b>    | <b>- 0,6 %</b>     |
| V. ARRET ET STATIONNEMENT  | 6 811 008   | <b>7 441 613</b>  | <b>+ 9 %</b>       |
| VI. ECLAIRAGE ET SIGNALISATIONS  | 98 104      | <b>98 040</b>     | <b>- 0,07 %</b>    |
| VII. EQUIPEMENT DES UTILISATEURS ET ETAT DES VEHICULES                         | 832 290     | <b>776 652</b>    | <b>- 7 %</b>       |
| VIII. REGLES ADMINISTRATIVES   | 1 695 969   | <b>1 745 105</b>  | <b>+ 3 %</b>       |
| IX. AUTRES INFRACTIONS   | 214 915     | <b>243 894</b>    | <b>+ 13 %</b>      |
| <b>NOMBRE TOTAL D'INFRACTIONS RELEVES PAR POLICE ET GENDARMERIE NATIONALES</b> | 13 257 447  | <b>13 704 217</b> | <b>+ 3 %</b>       |
| Infractions relevées par Contrôle-Sanction Automatisé                          | 4 135 818   | <b>5 833 629</b>  | <b>+ 41 %</b>      |
| <b>NOMBRE TOTAL D'INFRACTIONS</b>  | 17 393 265  | <b>19 537 846</b> | <b>+ 12 %</b>      |



## CLASSEMENT DES INFRACTIONS PAR ORDRE DECROISSANT EN 2006

| DESIGNATION   | Total national |
|---|----------------|
| Contraventions aux règles d'arrêt et de stationnement   | 7 441 613      |
| Contrôle sanction automatisé  | 5 833 629      |
| Vitesse (contrôle traditionnel)   | 1 405 272      |
| Infractions à l'assurance (non délictuelles)  | 474 699        |
| Non présentation immédiate ou non justifiée dans les 5 jours de possession documents nécessaires à conduite d'un véhicule | 470 885        |
| Total non port de la ceinture de sécurité   | 468 330        |
| Usage d'un téléphone tenu en main par le conducteur d'un véhicule en circulation  | 463 877        |
| Maintien en circulation de voiture particulière sans visite technique périodique  | 316 709        |
| Total conduite avec alcoolémie + refus de se soumettre aux vérifications  | 264 223        |
| Inobservation de l'arrêt imposé par un feu rouge fixe ou clignotant   | 222 687        |
| Infractions relatives au certificat d'immatriculation ou à l'immatriculation des véhicules                                | 187 834        |
| Inobservation de l'arrêt absolu imposé par le panneau "stop" à une intersection de routes                                 | 145 767        |
| Inobservation d'une signalisation routière  | 129 867        |
| Délit de fuite après un accident par conducteur de véhicule terrestre   | 123 778        |
| Circulation sans plaque d'immatriculation ou avec une plaque illisible, amovible ou non conforme                          | 105 889        |
| Infractions à la réglementation sur les pneumatiques  | 99 992         |
| Franchissement d'une ligne continue   | 97 830         |
| Circulation avec un véhicule terrestre à moteur sans assurance  | 79 887         |
| Non port casque homologué par conducteur ou passag. deux-roues à moteur, tricycle ou quadricycle à moteur                 | 76 689         |
| Vente ou circulation de véhicule non muni des équipements réglementaires  | 74 752         |
| Conduite d'un véhicule dans des conditions ne permettant pas au conducteur de manœuvrer aisément                          | 65 677         |
| Inobservation de l'arrêt imposé par un feu jaune fixe   | 63 726         |
| Circulation véhicule à moteur ou remorque non muni dispositif éclairage ou signalisation règlemt. ou conforme             | 60 688         |
| Conduite d'un véhicule sans permis  | 57 633         |

|   |               |
|---|---------------|
| Circulation de véhicule en sens interdit  | <b>46 773</b> |
| Circulation d'un véhicule non autorisé sur une voie réservée aux véhicules de transport public de voyageurs   | <b>45 373</b> |
| Infractions relatives au temps de conduite et de repos  | <b>43 546</b> |
| Infractions relatives au contrôle des conditions de travail des transports routiers                           | <b>43 205</b> |
| Maintien en circulation de véhicule (hors voitures particulières) sans visite technique périodique            | <b>42 044</b> |
| Conduite de véhicule par élève conducteur ou nouveau conducteur sans signalisation réglementaire              | <b>41 513</b> |
| Circulation véhicule dont le poids, le gabarit ou les dimensions excèdent limites règlement. ou autorisées    | <b>35 932</b> |
| Emission de bruits gênants par véhicule à moteur  | <b>29 431</b> |
| Circulation d'un véhicule en dehors de la chaussée ou de la voie normale de circulation                       | <b>27 209</b> |
| Conduite malgré suspension, annulation, interdiction d'obtention ou rétentio n du permis de conduire          | <b>24 470</b> |
| Conduite d'un véhicule sans laisser une distance de sécurité avec le véhicule qui précède                     | <b>21 740</b> |
| Changement de direction d'un véhicule sans avertissement préalable  | <b>21 478</b> |
| Conduite d'un véhicule à moteur sans respecter une restriction d'usage mentionnée sur le permis de conduire   | <b>19 280</b> |
| Usage ou maintien irrégulier ou injustifié des feux d'éclairage   | <b>18 032</b> |
| Infractions aux règles de circulation sur autoroute   | <b>17 537</b> |
| Mise en circulation d'un véhicule malgré l'immobilisation prescrite par un agent verbalisateur                | <b>16 510</b> |
| Refus d'obtempérer à une sommation de s'arrêter   | <b>14 781</b> |
| Dépassement effectué par le conducteur malgré une interdiction signalée                                       | <b>13 541</b> |
| Chevauchement d'une ligne continue  | <b>13 159</b> |
| Circulation de véhicule pendant une période d'interdiction ou de restriction de circulation                   | <b>13 012</b> |
| Transport routier de marchandises ou de personnes sans autorisation ou licence                                | <b>12 255</b> |
| Infractions relatives à vente ou usage équipement ou véhicule non conforme à type homologué ou réceptionné    | <b>11 599</b> |
| Infraction aux règles de la visite technique initiale ou préalable ou valable des véhicules                   | <b>11 224</b> |
| Dépassement de véhicule par la droite   | <b>10 676</b> |
| Refus de priorité avec obligation de céder le passage signalée ou par conduct. ayant marqué l'arrêt au "stop" | <b>9 192</b>  |
| Conduite d'un véhicule avec un permis non prorogé   | <b>8 657</b>  |
| Refus de priorité à droite à une intersection de routes   | <b>8 363</b>  |

|   |              |
|---|--------------|
| Infractions relatives au transport de passagers   | <b>7 994</b> |
| Circulation sur une bande d'arrêt d'urgence   | <b>7 035</b> |
| Infractions relatives aux animaux   | <b>7 034</b> |
| Non acquittement du montant d'un péage  | <b>6 699</b> |
| Conduite d'un véhicule après usage de stupéfiants + refus de se soumettre aux vérifications                 | <b>6 552</b> |
| Infractions relatives au chargement du véhicule   | <b>6 539</b> |
| Engagement sans précaution de véhicule dans une intersection  | <b>6 365</b> |
| Changement de file non justifié par un changement de direction  | <b>6 190</b> |
| Circulation de nuit ou par visibilité insuffisante, sans éclairage ni signalisation                         | <b>5 876</b> |
| Circulation véhicule à moteur ou remorque sans les plaques ou inscriptions réglementaires                   | <b>5 302</b> |
| Infractions relatives à l'éclairage et à la signalisation des cycles, cyclomoteurs et quadricycles légers   | <b>5 270</b> |
| Infractions commises par les piétons  | <b>5 233</b> |
| Refus de priorité par conducteur de véhicule à piéton régulièrement engagé dans la traversée d'une chaussée | <b>4 604</b> |
| Infractions à la réglementation sur les dispositifs de freinage   | <b>4 403</b> |
| Infractions particulières à la conduite des cycles et cyclomoteurs  | <b>4 376</b> |
| Contournement par la gauche d'ouvrage établi sur chaussée, de place ou de carrefour                         | <b>4 290</b> |
| Infractions relatives à la taxe spéciale dite à l'essieu  | <b>4 103</b> |
| Emission de fumées ou gaz toxiques, corrosifs ou odorants par véhicule                                      | <b>4 017</b> |
| Refus de priorité par conducteur abordant un carrefour à sens giratoire                                     | <b>3 718</b> |
| Usage de fausse plaque ou de fausse inscription apposée sur un véhicule à moteur ou remorque                | <b>3 687</b> |
| Refus de présenter un véhicule à un service de contrôle technique   | <b>3 669</b> |
| Absence de présignalisation d'un véhicule immobilisé  | <b>3 567</b> |
| Dépassement de véhicule sans possibilité de retour bref dans le courant normal de la circulation            | <b>3 514</b> |
| Dépassement sur la moitié gauche de la chaussée gênant la circulation en sens inverse                       | <b>3 478</b> |
| Utilisation en agglomération du moteur à des régimes excessifs  | <b>3 231</b> |
| Infractions relatives à la publicité, aux enseignes et préenseignes   | <b>3 148</b> |
| Dépassement sans avertissement préalable du conducteur dépassé  | <b>2 880</b> |

|  |              |
|--|--------------|
| Affichage ou marquage sur équipement ou ouvrage concernant la circulation ou domaine routier   | <b>2 784</b> |
| Infractions relatives au transport de matières dangereuses   | <b>2 615</b> |
| Infractions aux règles relatives à l'avertisseur sonore  | <b>2 612</b> |
| Conduite d'un véhicule sans permis correspondant à la catégorie du véhicule  | <b>2 474</b> |
| Conduite véhicule par titulaire d'un permis communautaire, résidant en France et n'ayant pas échangé ce permis                                 | <b>2 248</b> |
| Mise en circulation de véhicule à moteur ou remorque muni de plaque ou inscription inexacte  | <b>1 967</b> |
| Refus, par le conducteur, d'obtempérer à une sommation de s'arrêter dans des circonstances exposant autrui à un risque de mort ou de blessures | <b>1 908</b> |
| Refus de se soumettre aux vérifications relatives au véhicule ou au conducteur   | <b>1 810</b> |
| Refus de priorité par conducteur d'un véhicule tournant à gauche   | <b>1 724</b> |
| Remorquage irrégulier d'un véhicule en panne ou accidenté  | <b>1 671</b> |
| Inobservation des indications des agents réglant la circulation  | <b>1 656</b> |
| Franchissement d'une ligne discontinue non justifié par le dépassement ou la traversée d'une chaussée  | <b>1 594</b> |
| Conduite de véhicule PTAC > 3,5 t ou L > 7 m hors des deux voies de droite sur une route à trois voies ou plus                                 | <b>1 572</b> |
| Circulation d'un véhicule muni d'une plaque portant un numéro d'immatriculation attribué à un autre véhicule                                   | <b>1 407</b> |
| Dépassement sans visibilité suffisante vers l'avant, sur une chaussée à double sens de circulation   | <b>1 281</b> |
| Dépassement de véhicule à une intersection de routes   | <b>1 258</b> |
| Dépassement entrepris par un véhicule sur le point d'être dépassé  | <b>1 230</b> |
| Retour prématuré sur la droite par conducteur venant de dépasser   | <b>1 223</b> |
| Conduite d'un véhicule après usage de stupéfiants et sous l'empire d'un état alcoolique  | <b>1 212</b> |
| Incitation par employeur ou donneur d'ordre au non respect règles administratives des transports routiers                                      | <b>1 096</b> |
| Refus de priorité par conducteur venant de voie non ouverte à circulation publique ou d'aire de stationnement                                  | <b>950</b>   |
| Manœuvre irrégulière par conducteur quittant une route sur sa droite ou sur sa gauche  | <b>886</b>   |
| Circulation d'un véhicule non autorisé sur une voie réservée aux véhicules d'intérêt général prioritaires                                      | <b>858</b>   |
| Refus d'obtempérer à l'ordre d'enlever un objet entravant la circulation sur une voie publique   | <b>781</b>   |
| Circulation de jour d'une motocyclette sans feu de croisement allumé   | <b>751</b>   |
| Refus de priorité par conducteur de véhicule abordant une route à grande circulation ou une autoroute  | <b>706</b>   |
| Infractions aux règles d'organisation d'activité sportive, de courses ou épreuves sportives  | <b>664</b>   |
| Distribution ou vente d'imprimé ou d'objet à l'occupant d'un véhicule circulant sur une voie publique  | <b>645</b>   |

|  |            |
|--|------------|
| Détention, transport, usage appareil destiné à déceler ou perturber instruments de constatation infract. routières   | <b>639</b> |
| Conduite d'un véhicule sans précaution sur trottoir ou terre-plein aménagé en parc de stationnement  | <b>592</b> |
| Non respect des règles de franchissement des passages à niveau   | <b>516</b> |
| Dépassement par la gauche d'un véhicule tournant à gauche  | <b>509</b> |
| Infractions relatives à la vignette fiscale  | <b>472</b> |
| Arrêt ou stationnement, de nuit ou par visibilité insuffisante, sans éclairage ni signalisation  | <b>445</b> |
| Dépassement d'usager sans se porter suffisamment à gauche pour éviter le risque d'accrochage   | <b>434</b> |
| Refus de faciliter le passage véhicule de transport en commun quittant un de ses arrêts en agglomération   | <b>412</b> |
| Entrave ou tentative d'entrave à la circulation sur une voie publique  | <b>397</b> |
| Installation ou usage irrégulier feux spéciaux ou avertisseur sonore réservés au véhicule d'intérêt général ou d'intervention urgente                                | <b>367</b> |
| Conduite de véhicule de transport public de personnes sans attestation préfectorale d'aptitude physique  | <b>367</b> |
| Refus de priorité à véhicule d'intérêt général prioritaire usant des avertisseurs spéciaux à une intersection  | <b>356</b> |
| Refus de restituer un permis de conduire annulé ou suspendu  | <b>326</b> |
| Infractions particulières à la conduite des véhicules agricoles, de travaux publics ou engins spéciaux   | <b>325</b> |
| Obstacle, par un conducteur, à l'immobilisation administrative de son véhicule   | <b>306</b> |
| Dépassement par véhicule à l'approche d'un passage réservé aux piétons sur lequel un piéton est engagé   | <b>276</b> |
| Refus de serrer à droite lors du croisement ou du dépassement  | <b>275</b> |
| Dépassement sur la voie la plus à gauche d'une chaussée à double sens de plus de 2 voies   | <b>273</b> |
| Circulation véhicule transport routier équipé d'appareil de contrôle en mauvais état de fonctionnement   | <b>261</b> |
| Refus de priorité à gauche par conducteur circulant sur la voie réservée aux véhicules lents   | <b>248</b> |
| Refus de restituer un permis de conduire malgré l'injonction suivant la perte totale des points  | <b>232</b> |
| Accélération par conducteur d'un véhicule sur le point d'être dépassé  | <b>227</b> |
| Circulation à allure très réduite sans feux de détresse avertissant les autres conducteurs   | <b>227</b> |
| Refus, par élève conducteur, de restituer son livret d'apprentissage malgré notification décision de retrait   | <b>222</b> |
| Conduite en infraction à mesure suspens. ou restriction liée à pollution atmosphérique – procédure d'alerte  | <b>205</b> |
| Infractions relatives à l'éclairage et à la signalisation des machines agricoles et matériels de travaux publics   | <b>205</b> |
| Omission par conducteur titulaire du permis probatoire et auteur d'une infraction ayant donné lieu au retrait d'au moins 3 points, de suivre la formation spécifique | <b>188</b> |

|  |                   |
|--|-------------------|
| Infractions particulières aux véhicules à traction animale   | 182               |
| Absence ou modification du dispositif de limitation de vitesse par construction de véhicule de transport routier | 180               |
| Refus de faciliter croisement ou dépassement véhicule plus petit ou d'intérêt général avec signaux spéciaux      | 160               |
| Infractions relatives à l'augmentation de la puissance du moteur des cyclomoteurs                                | 157               |
| Refus de restituer un permis de conduire après notification de sa rétention conservatoire                        | 156               |
| Apposition pastille verte sur véhicule ne contribuant pas à la limitation de la pollution atmosphérique          | 114               |
| Fausse déclaration sur le propriétaire d'un véhicule à moteur circulant sans plaque ou inscription obligatoire   | 98                |
| Conduite de véhicule sur un pont sans respecter les règles de sécurité   | 92                |
| Infractions aux règles de l'enseignement de la conduite des véhicules  | 89                |
| Infractions relatives à la circulation d'autobus articulés ou d'ensembles de véhicules avec plus d'une remorque  | 61                |
| Refus de présenter un véhicule à une bascule en vue de sa pesée  | 59                |
| Croisement de véhicule par la gauche   | 54                |
| Violences, outrage contre un inspecteur du permis de conduire  | 53                |
| Rupture de colonne militaire, de forces de police ou de cortège en marche, par conducteur de véhicule            | 50                |
| Essai de véhicule à moteur ou de châssis sur autoroute   | 36                |
| Inobservation restrictions de circulation imposées à l'occasion d'une épreuve sportive sur la voie publique      | 33                |
| Dépassement irrégulier d'un véhicule circulant sur une voie ferrée empruntant la chaussée                        | 31                |
| Dépassement irrégulier sur une chaussée enneigée ou verglacée  | 30                |
| Infraction aux règles de circulation d'un véhicule de collection   | 29                |
| Apprentissage de la conduite avec un véhicule non équipé dispositif double commande frein et débrayage           | 13                |
| Dépassement à une traversée de voie ferrée démunie de barrière ou de demi-barrière                               | 12                |
| Enseignement non autorisé de la conduite d'un véhicule à moteur sur autoroute                                    | 12                |
| Vente d'appareil destiné à déceler ou perturber les instruments de constatation des infractions routières        | 7                 |
| Croisement irrégulier sur une route de montagne ou à forte déclivité   | 6                 |
| Organisation de course de véhicules à moteur sur la voie publique sans autorisation administrative               | 4                 |
| Dépassement de tramway ou de train à l'arrêt, du côté de la descente ou de la montée des voyageurs               | 4                 |
| <b>TOTAL</b>   | <b>19 537 846</b> |

## **III - SUSPENSIONS ADMINISTRATIVES DU PERMIS DE CONDUIRE**

### **EVOLUTION DE LA PROCEDURE DE SUSPENSION ADMINISTRATIVE DU DROIT DE CONDUIRE**

Page 51

### **REPARTITION PAR TYPES D'INFRACTIONS**

Page 52

### **SUSPENSIONS POUR ALCOOLEMIE**

Page 54

### **SUSPENSIONS POUR VITESSE**

Pages 58



### Evolution du nombre de suspensions administratives du permis de conduire depuis 1997



## EVOLUTION DE LA PROCEDURE DE SUSPENSION ADMINISTRATIVE DU DROIT DE CONDUIRE

La suspension administrative du permis de conduire est une mesure de sûreté destinée à écarter du réseau routier un conducteur potentiellement dangereux, jusqu'à l'intervention de la décision judiciaire qui sera prononcée pour la même infraction. Elle fait généralement suite à une mesure de rétention immédiate du permis de conduire.

La durée de suspension ne peut excéder six mois. Elle peut toutefois être portée jusqu'à un an, dans certains cas<sup>1</sup> prévus par l'article L.224-8 du code de la route.

La loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit a supprimé les commissions de suspension du permis de conduire.

Désormais, il ne subsiste que deux procédures :

**La suspension immédiate du permis de conduire à la suite d'une mesure de rétention, prévue aux articles L.224-1 à L.224-6 du code de la route :** elle peut être prononcée exclusivement pour les délits de conduite sous l'influence de l'alcool ou de produits stupéfiants et pour les infractions pour excès de vitesse, d'au moins 40 km/h au dessus de la vitesse maximale autorisée, établies au moyen d'un appareil de contrôle homologué, avec interception du véhicule.

**La suspension du permis de conduire issue de la procédure de droit commun prévue aux articles L.224-7 à L.224-10 du code de la route :** destinataire d'un procès-verbal constatant une infraction punie de la peine complémentaire de suspension du permis de conduire<sup>2</sup>. Le préfet du département où les faits ont été commis peut prendre une mesure de suspension du permis de conduire.

Les jeunes conducteurs sont soumis à des limitations de vitesse particulières : 110 km/h sur autoroute et 80 km/h sur route. En cas de dépassement de plus de 40 km/h de ces vitesses ils font l'objet d'une suspension immédiate du permis de conduire.

L'élève conducteur se voit retirer son livret d'apprentissage et peut faire l'objet d'une mesure administrative d'interdiction de délivrance du permis de conduire.

L'augmentation significative en 2002 que l'on constate sur le graphique présenté ci-contre est liée à l'entrée en vigueur de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne qui autorise la rétention immédiate du véhicule suivie de la suspension du permis de conduire aux excès de vitesse dépassant de 40 km/h la vitesse maximale autorisée.

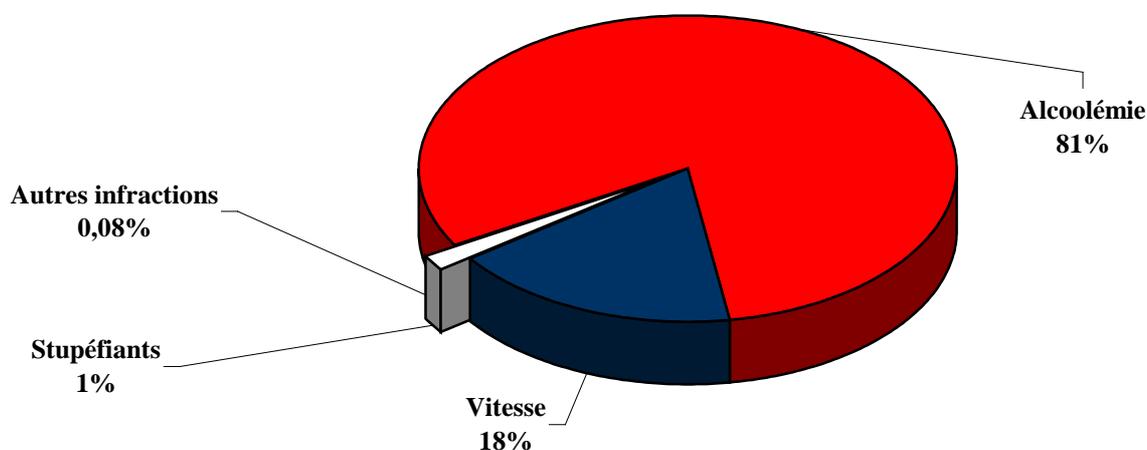
<sup>1</sup> Article L.224-8 du CR : atteinte à la vie ou à l'intégrité de la personne, susceptible d'entraîner une incapacité totale de travail ; conduite en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique ; délit de fuite.

<sup>2</sup> Exemple : non-respect des sens interdits, feux rouges, stops et autres priorités, demi-tour ou marche arrière sur autoroute, etc..

## REPARTITION PAR TYPES D'INFRACTIONS

La loi n° 2003-495 du 12 juin 2003 renforçant la lutte contre la violence routière a étendu le champ d'application de la rétention immédiate prévue pour l'alcoolémie et les excès de vitesse d'au moins 40 km/h à la conduite sous l'influence de produits stupéfiants.

Par ailleurs, le décret n° 2003-293 du 31 mars 2003 relatif à la sécurité routière autorise l'agent verbalisateur à appliquer la procédure de l'amende forfaitaire aux excès de vitesse d'au moins 40 km/h mais inférieurs à 50 km/h.



*Rappel pourcentages 2005 : Alcoolémie 80 % ; Vitesse 19 % ; Stupéfiants 1,3 % ; Autres 0,1 %.*

En 2006, les conduites sous l'empire d'un état alcoolique représentent le motif principal des suspensions administratives du permis de conduire (137 094) avec une augmentation annuelle de 6 %.

Les excès de vitesse sont en diminution de 2 %. Cependant, ils sont à l'origine de 29 789 suspensions administratives du permis de conduire.

La conduite sous l'influence de produits stupéfiants a engendré 2 483 suspensions administratives du permis de conduire contre 2 083 en 2005 et 789 en 2004.

Les autres infractions au nombre desquelles on recense, notamment : l'inobservation de l'arrêt absolu imposé par le panneau « stop » ; le franchissement d'un feu tricolore au rouge fixe ; le non-respect des règles de priorité et le délit de fuite ont entraîné 144 mesures de suspension de permis de conduire contre 231 en 2005.

| ANNEE | Alcoolémie | Vitesse | Autres infractions | TOTAL |
|-------|------------|---------|--------------------|-------|
|-------|------------|---------|--------------------|-------|

|      |         |        |       |         |
|------|---------|--------|-------|---------|
| 1997 | 84 748  | 4 667  | 4 568 | 93 983  |
| 1998 | 88 111  | 3 830  | 3 013 | 94 954  |
| 1999 | 97 192  | 10 547 | 2 537 | 110 276 |
| 2000 | 97 687  | 13 762 | 1 461 | 112 910 |
| 2001 | 94 084  | 14 451 | 1 124 | 109 659 |
| 2002 | 101 419 | 55 950 | 1 012 | 158 381 |

| ANNEE | Alcoolémie | Vitesse | Stupéfiants | Autres infractions | TOTAL |
|-------|------------|---------|-------------|--------------------|-------|
|-------|------------|---------|-------------|--------------------|-------|

|                |         |        |         |      |         |
|----------------|---------|--------|---------|------|---------|
| 2003           | 109 049 | 50 911 | 27      | 517  | 160 504 |
| var. 2003/2002 | + 8%    | -9%    | -       | -49% | + 1%    |
| 2004           | 118 773 | 36 138 | 780     | 320  | 156 011 |
| var. 2004/2003 | + 9%    | -29%   | + 2789% | -38% | -3%     |
| 2005           | 129 054 | 30 552 | 2 083   | 231  | 161 920 |
| var. 2005/2004 | + 9%    | -15%   | + 167%  | -28% | + 4%    |
| 2006           | 137 094 | 29 789 | 2 483   | 144  | 169 510 |
| var. 2006/2005 | + 6%    | -2%    | + 19%   | -38% | + 5%    |

## SUSPENSIONS POUR ALCOOLEMIE

La moyenne nationale du nombre de suspensions administratives du permis de conduire pour alcoolémie par département est de 1 370 en 2006 contre 1 290 en 2005 (soit + 6 %).

En chiffres bruts,

- **10 départements** dépassent de deux fois cette moyenne nationale contre 11 en 2005.

Ce classement est identique à celui de 2005 à l'exception de l'Hérault (voir tableau ci-contre).

### Les 10 départements où les dépistages positifs d'alcoolémie sont les plus nombreux en chiffre brut<sup>1</sup> en 2006

| Départements         | Tests positifs | Nombre de dépistages | Taux de tests positifs |
|----------------------|----------------|----------------------|------------------------|
| NORD                 | 10 540         | 323 049              | 3,2                    |
| SEINE-ET-MARNE       | 9 120          | 254 574              | 3,5                    |
| LOIRE-ATLANTIQUE     | 8 754          | 159 827              | 5,4                    |
| PARIS                | 8 594          | 80 623               | 10,6                   |
| GIRONDE              | 8 576          | 183 354              | 4,6                    |
| HERAULT              | 7 861          | 164 403              | 4,7                    |
| FINISTERE            | 7 209          | 177 426              | 4,1                    |
| MORBIHAN             | 6 858          | 132 131              | 5,1                    |
| ILLE-ET-VILAINE      | 6 755          | 218 914              | 3,1                    |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 6 735          | 178 517              | 3,7                    |

Pour un nombre plus réduit de dépistages réalisés par rapport aux autres départements, Paris obtient un taux de positivité élevé (10,6 %). Les opérations de dépistages y sont à priori mieux ciblées ce qui fait que Paris est en tête du classement pour le nombre de suspensions administratives du permis de conduire pour alcoolémie.

<sup>1</sup> Chiffres des bilans départementaux des opérations de sécurité routière 2006.

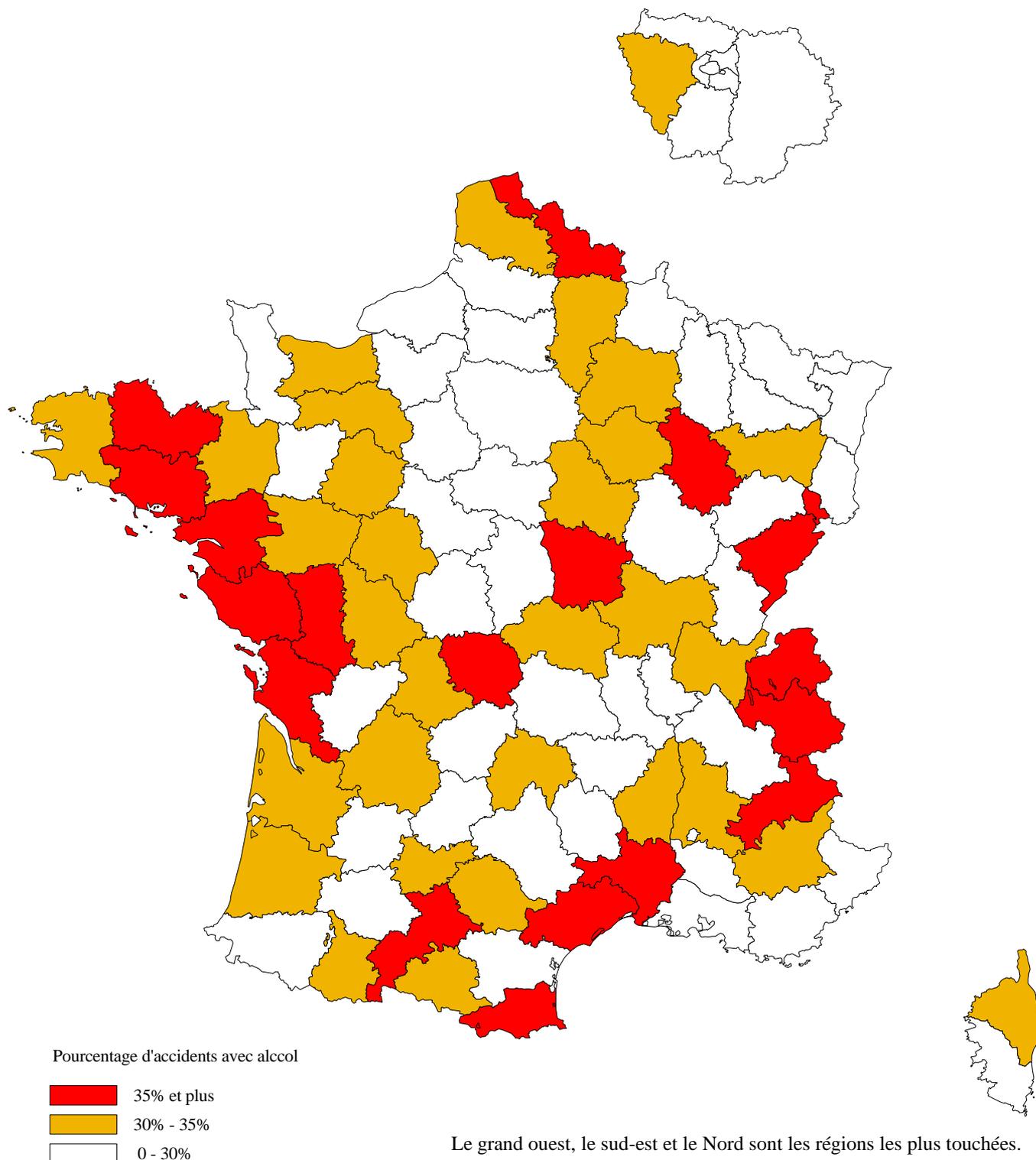
## SUSPENSIONS POUR ALCOOLEMIE - CLASSEMENT 2006

| Départements         | Nombre |
|----------------------|--------|
| PARIS                | 5 589  |
| NORD                 | 5 429  |
| GIRONDE              | 4 589  |
| SEINE-MARITIME       | 3 335  |
| LOIRE-ATLANTIQUE     | 3 306  |
| PAS-DE-CALAIS        | 3 275  |
| ILLE-ET-VILAINE      | 3 186  |
| MORBIHAN             | 3 087  |
| FINISTERE            | 3 060  |
| SEINE-ET-MARNE       | 2 757  |
| HERAULT              | 2 727  |
| RHONE                | 2 551  |
| BOUCHES-DU-RHONE     | 2 413  |
| YVELINES             | 2 366  |
| COTES-D'ARMOR        | 2 224  |
| HAUTE-SAVOIE         | 2 161  |
| VENDEE               | 2 150  |
| MOSELLE              | 2 108  |
| CHARENTE-MARITIME    | 2 091  |
| ALPES-MARITIMES      | 2 051  |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 2 043  |
| EURE                 | 1 884  |
| REUNION              | 1 864  |
| ISERE                | 1 795  |
| HAUTE-GARONNE        | 1 696  |
| CALVADOS             | 1 667  |
| INDRE-ET-LOIRE       | 1 644  |
| VAR                  | 1 634  |
| MARNE                | 1 603  |
| SARTHE               | 1 598  |
| VAL-D'OISE           | 1 595  |
| MAINE-ET-LOIRE       | 1 553  |
| SOMME                | 1 546  |
| HAUTS-DE-SEINE       | 1 459  |
| OISE                 | 1 405  |
| VAUCLUSE             | 1 394  |
| MEURTHE-ET-MOSELLE   | 1 354  |
| LOIRE                | 1 322  |
| PUY-DE-DOME          | 1 295  |
| VAL-DE-MARNE         | 1 278  |
| SAONE-ET-LOIRE       | 1 240  |
| MANCHE               | 1 233  |
| HAUTE-VIENNE         | 1 231  |
| PYRENEES-ORIENTALES  | 1 224  |
| BAS-RHIN             | 1 203  |
| GARD                 | 1 189  |
| SEINE-SAINT-DENIS    | 1 178  |
| DORDOGNE             | 1 134  |
| DOUBS                | 1 113  |
| VIENNE               | 1 080  |

| Départements            | Nombre |
|-------------------------|--------|
| LOIRET                  | 1 060  |
| LANDES                  | 1 053  |
| SAVOIE                  | 1 048  |
| HAUT-RHIN               | 1 007  |
| COTE-D'OR               | 998    |
| AIN                     | 955    |
| AISNE                   | 949    |
| LOIR-ET-CHER            | 947    |
| ALLIER                  | 922    |
| DEUX-SEVRES             | 905    |
| VOSGES                  | 902    |
| LOT-ET-GARONNE          | 899    |
| JURA                    | 837    |
| EURE-ET-LOIR            | 826    |
| ORNE                    | 819    |
| AUDE                    | 816    |
| ESSONNE                 | 816    |
| DROME                   | 774    |
| GUADELOUPE              | 766    |
| YONNE                   | 762    |
| ARDENNES                | 736    |
| MAYENNE                 | 725    |
| NIEVRE                  | 685    |
| CHER                    | 682    |
| CHARENTE                | 677    |
| TARN                    | 632    |
| HAUTE-MARNE             | 608    |
| AVEYRON                 | 604    |
| MARTINIQUE              | 596    |
| INDRE                   | 582    |
| AUBE                    | 579    |
| GERS                    | 578    |
| CORREZE                 | 570    |
| ARDECHE                 | 554    |
| HAUTE-SAONE             | 504    |
| MEUSE                   | 484    |
| TERRITOIRE DE BELFORT   | 477    |
| HAUTES-PYRENEES         | 453    |
| ARIEGE                  | 439    |
| LOT                     | 439    |
| TARN-ET-GARONNE         | 438    |
| CORSE-DU-SUD            | 432    |
| HAUTE-LOIRE             | 399    |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 391    |
| CANTAL                  | 380    |
| CREUSE                  | 380    |
| HAUTE-CORSE             | 340    |
| GUYANE                  | 337    |
| HAUTES-ALPES            | 294    |
| LOZERE                  | 129    |

# PROPORTION D'ACCIDENTS MORTELS AVEC ALCOOL CLASSEMENT 2005

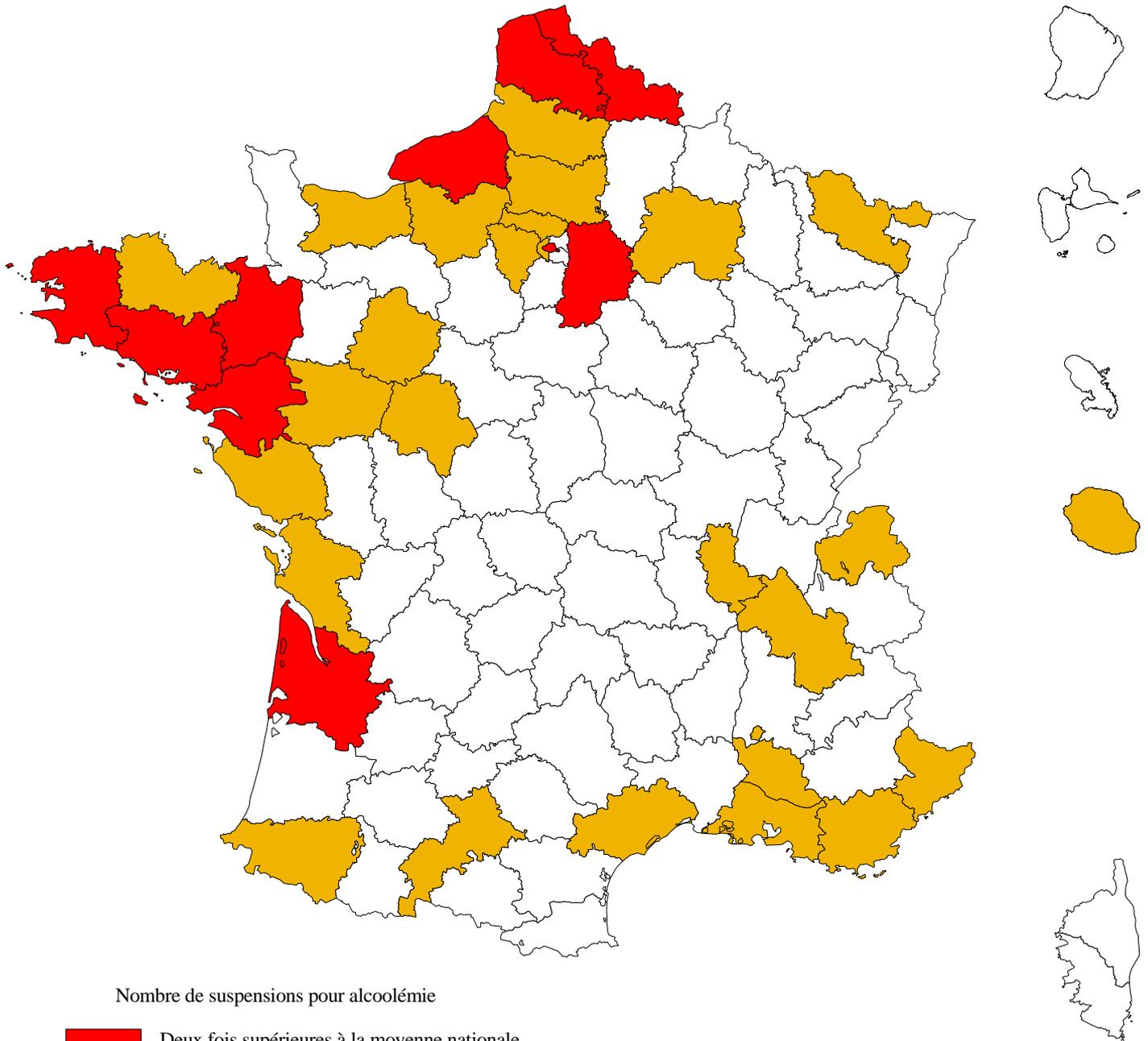
Chiffres ONISR 2005, fichier des accidents



Le grand ouest, le sud-est et le Nord sont les régions les plus touchées. A l'inverse, une bonne partie des départements de l'Est et du centre de la France ont des proportions d'accidents mortels avec alcool moins élevées que les autres. La répartition est très inégale sur le territoire : elle varie de 41% pour la Nièvre à 14% pour l'Aveyron.

# SUSPENSIONS POUR ALCOOLEMIE CLASSEMENT 2006

Chiffres DLPAJ



La similitude est nette pour le Nord et le grand ouest. Elle est moins marquée pour le sud-est.

## SUSPENSIONS POUR VITESSE

La moyenne nationale du nombre de suspensions administratives du permis de conduire pour excès de vitesse par département est de 297 en 2006 contre 305 en 2005.

En chiffres bruts,

- **14 départements** dépassent de deux fois cette moyenne nationale contre 10 en 2005 ;

Le Loir-et-Cher, la Seine-Maritime, la Saône et Loire et la Haute-Vienne font irruption dans ce classement en 2006 (voir tableau ci-contre).

On note que 10 de ces départements : l'Indre-et-Loire, l'Yonne, le Loir-et-Cher, la Seine-Maritime, la Saône et Loire, l'Eure et la Haute-Vienne ne figurent pas dans le tableau ci-dessous qui répertorie le plus grand nombre d'excès de vitesse (par contrôle traditionnels) en 2006.

Rappelons que la rétention du permis de conduire n'est encourue que pour des excès de vitesse supérieurs de 40 km/h à la vitesse maximale autorisée. Ces 10 départements ont comme dénominateur commun d'être des zones de transit à voies rapides (notamment auto-routières) où les grands excès de vitesse sont les plus fréquents.

On retrouve dans ce tableau les départements de la région parisienne où les petits excès de vitesse sont extrêmement nombreux.

### Les 14 départements où les excès de vitesse sont les plus nombreux en chiffre brut<sup>1</sup> en 2006

|                  |         |
|------------------|---------|
| BOUCHES-DU-RHONE | 100 171 |
| ESSONNE          | 93 770  |
| RHONE            | 92 243  |
| VAR              | 75 642  |
| NORD             | 71 242  |
| HAUTS-DE-SEINE   | 67 154  |
| SEINE-ET-MARNE   | 61 178  |
| MOSELLE          | 44 018  |
| PAS-DE-CALAIS    | 40 514  |
| SAVOIE           | 38 445  |
| GIRONDE          | 34 806  |
| MARNE            | 34 127  |
| PARIS            | 32 563  |
| HAUT-RHIN        | 30 323  |

<sup>1</sup> Chiffres des bilans départementaux des opérations de sécurité routière 2006, (hors CSA).

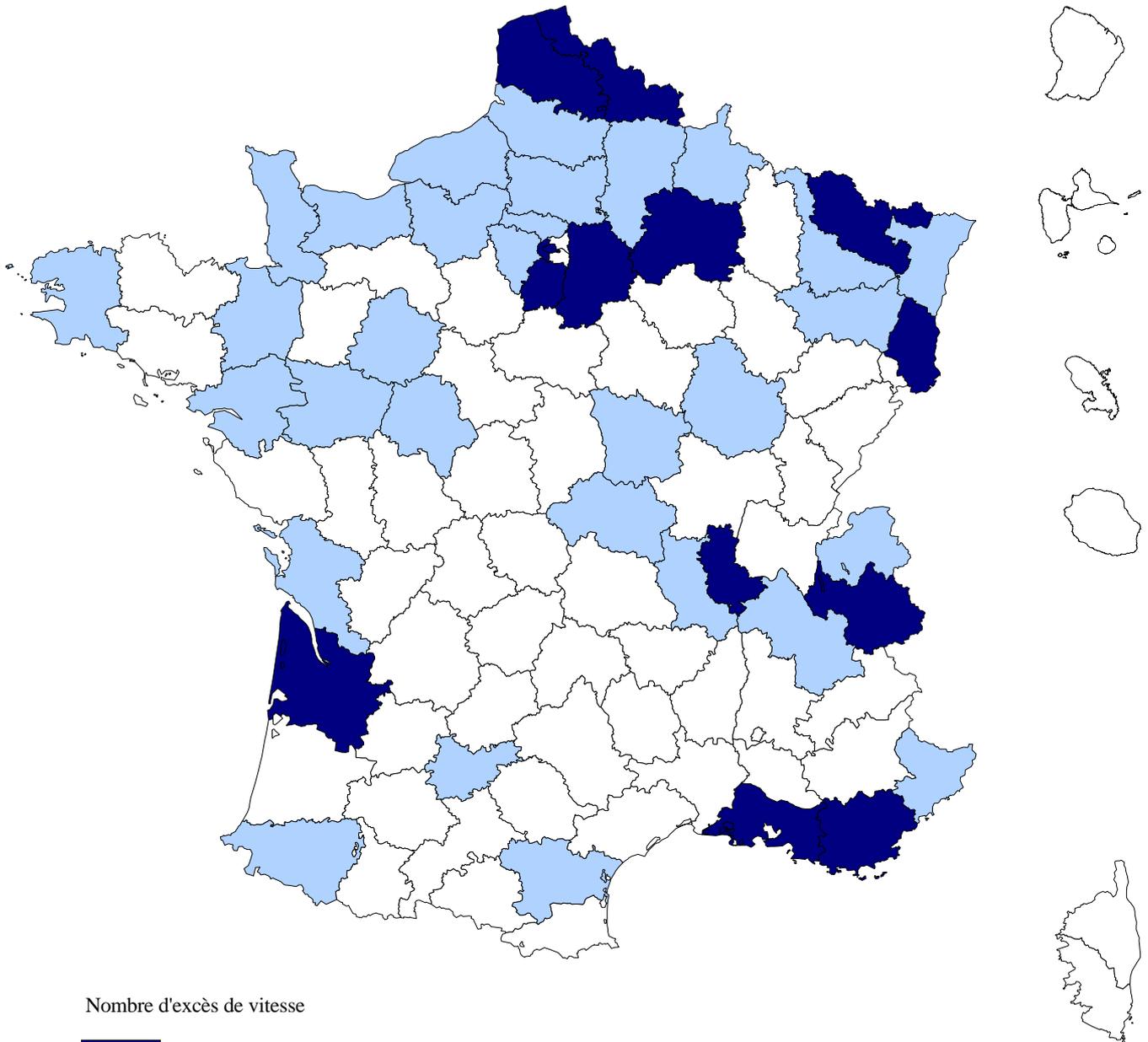
## SUSPENSIONS POUR VITESSE - CLASSEMENT 2006

| Départements        | Nombre |
|---------------------|--------|
| INDRE-ET-LOIRE      | 1 443  |
| YONNE               | 1 100  |
| LOIR-ET-CHER        | 791    |
| MOSELLE             | 743    |
| BOUCHES-DU-RHONE    | 707    |
| SEINE-MARITIME      | 707    |
| PARIS               | 681    |
| SEINE-ET-MARNE      | 677    |
| SAONE-ET-LOIRE      | 655    |
| EURE                | 642    |
| VAR                 | 623    |
| GIRONDE             | 621    |
| HAUTE-VIENNE        | 619    |
| EURE-ET-LOIR        | 584    |
| SARTHE              | 574    |
| PAS-DE-CALAIS       | 572    |
| HAUTE-SAVOIE        | 568    |
| LOIRET              | 555    |
| NIEVRE              | 510    |
| MAINE-ET-LOIRE      | 494    |
| YVELINES            | 450    |
| TARN-ET-GARONNE     | 450    |
| SOMME               | 444    |
| MARNE               | 437    |
| CALVADOS            | 422    |
| PYRENEES-ORIENTALES | 417    |
| VAUCLUSE            | 414    |
| ALPES-MARITIMES     | 376    |
| HERAULT             | 369    |
| COTE-D'OR           | 358    |
| VIENNE              | 351    |
| HAUTE-MARNE         | 330    |
| HAUTE-GARONNE       | 322    |
| ORNE                | 321    |
| ISERE               | 312    |
| CHARENTE-MARITIME   | 305    |
| INDRE               | 303    |
| PUY-DE-DOME         | 286    |
| CHER                | 282    |
| AUDE                | 281    |
| JURA                | 278    |
| DEUX-SEVRES         | 278    |
| GARD                | 277    |
| MEURTHE-ET-MOSELLE  | 272    |
| VAL-D'OISE          | 269    |
| MAYENNE             | 266    |
| DROME               | 259    |
| FINISTERE           | 256    |
| MEUSE               | 246    |
| CHARENTE            | 237    |

| Départements            | Nombre |
|-------------------------|--------|
| LANDES                  | 234    |
| VENDEE                  | 225    |
| DORDOGNE                | 223    |
| OISE                    | 217    |
| VOSGES                  | 215    |
| LOIRE-ATLANTIQUE        | 214    |
| ARIEGE                  | 204    |
| AIN                     | 198    |
| AUBE                    | 193    |
| AVEYRON                 | 186    |
| NORD                    | 182    |
| COTES-D'ARMOR           | 179    |
| AISNE                   | 175    |
| REUNION                 | 173    |
| BAS-RHIN                | 165    |
| ILLE-ET-VILAINE         | 157    |
| CREUSE                  | 146    |
| MARTINIQUE              | 140    |
| MANCHE                  | 137    |
| SEINE-SAINT-DENIS       | 134    |
| CORREZE                 | 132    |
| HAUTE-SAONE             | 132    |
| HAUTS-DE-SEINE          | 123    |
| GERS                    | 122    |
| ARDECHE                 | 111    |
| LOIRE                   | 110    |
| VAL-DE-MARNE            | 110    |
| LOT                     | 101    |
| LOT-ET-GARONNE          | 101    |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 97     |
| DOUBS                   | 94     |
| HAUTE-CORSE             | 93     |
| ARDENNES                | 91     |
| GUYANE                  | 87     |
| HAUT-RHIN               | 86     |
| MORBIHAN                | 76     |
| HAUTES-PYRENEES         | 75     |
| TARN                    | 72     |
| ESSONNE                 | 72     |
| CANTAL                  | 62     |
| RHONE                   | 61     |
| ALLIER                  | 60     |
| HAUTES-ALPES            | 60     |
| PYRENEES-ATLANTIQUES    | 59     |
| GUADELOUPE              | 48     |
| CORSE-DU-SUD            | 40     |
| SAVOIE                  | 39     |
| LOZERE                  | 27     |
| HAUTE-LOIRE             | 9      |
| TERRITOIRE DE BELFORT   | 8      |

# EXCES DE VITESSE CLASSEMENT 2006

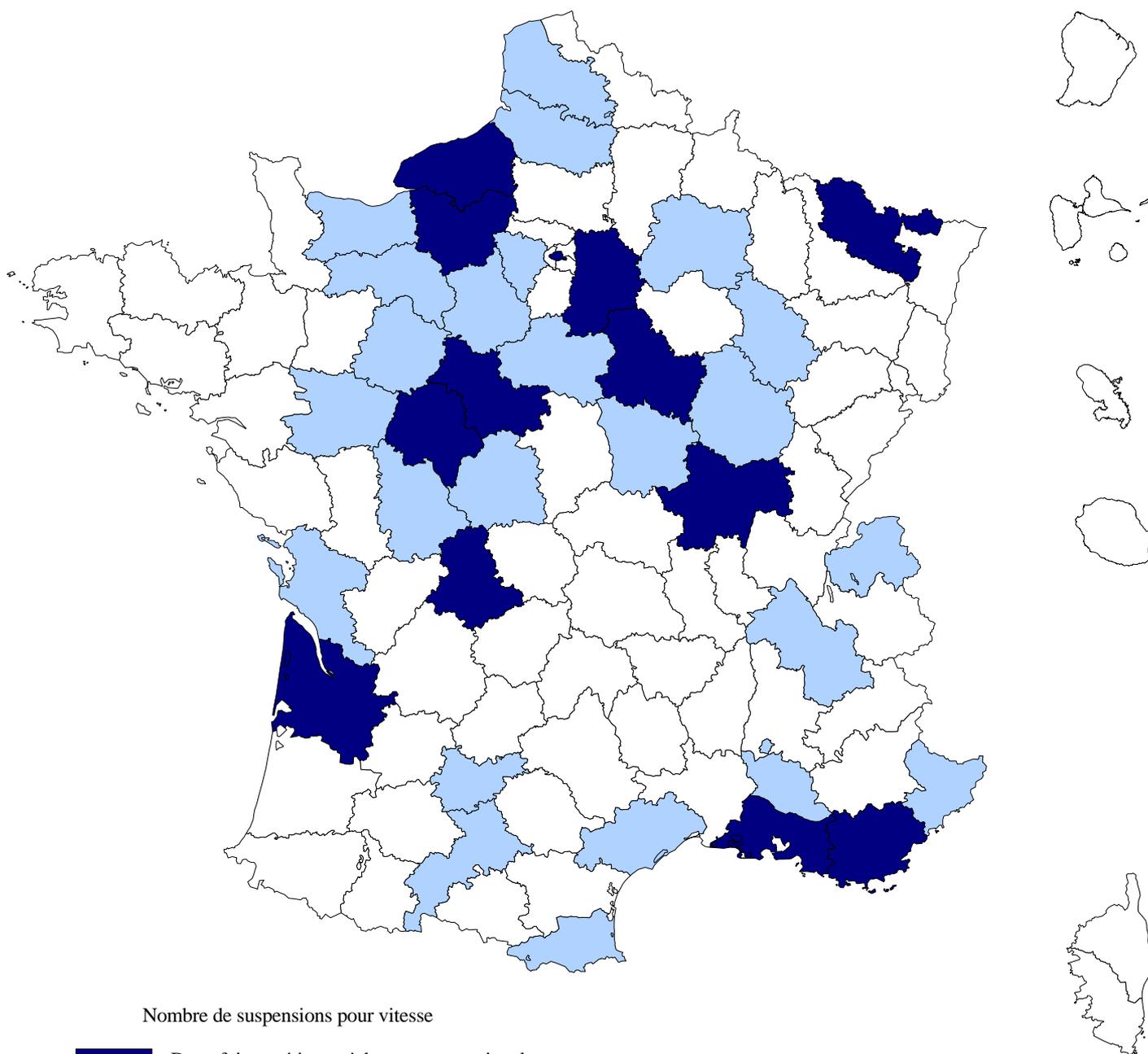
*Chiffres des bilans départementaux de sécurité routière*



\*chiffres des excès de vitesse relevés par le contrôle traditionnel (hors CSA)

# SUSPENSIONS POUR VITESSE CLASSEMENT 2006

Chiffres DLPAJ



6 départements sont en adéquation avec la première carte : les Bouches-du-Rhône, le Var, la Gironde, la Moselle, Paris et la Seine-et-Marne.



## **IV - TABLEAUX STATISTIQUES**

### **LES RETENTIONS IMMEDIATES ET LES SUSPENSIONS ADMINISTRATIVES DU PERMIS DE CONDUIRE**

Page 65

### **LES SUSPENSIONS ADMINISTRATIVES DU PERMIS DE CONDUIRE**

Page 67

### **LES SUSPENSIONS ADMINISTRATIVES DU PERMIS DE CONDUIRE PAR TYPE D'INFRACTIONS ET PAR DEPARTEMENT**

Page 69



## LES RETENTIONS IMMEDIATES ET LES SUSPENSIONS ADMINISTRATIVES DU PERMIS DE CONDUIRE EN 2006

| Type de procédure                                       | Nombre de décisions administratives de restriction du droit de conduire |                |                               |                    | TOTAL          |
|---|---|----------------|-------------------------------|--------------------|----------------|
|   | Alcoolémie  | Vitesse        | Stupéfiants<br>(cause unique) | Autres infractions |                |
| Rétentions immédiates<br>(art. L. 224-1)                | 137 190   | 29 900         | 2 784                         |                    | 169 874        |
| Suspensions consécutives à rétention<br>(art. L. 224-2) | 135 442   | 29 590         | 2 166                         |                    | 167 198        |
| Suspensions Procédure "normale"<br>(art. L. 224-7)      | 1 652   | 199            | 317                           | 144                | 2312           |
| <b>Total des suspensions<br/>Année 2006</b>             | <b>137 094</b>  | <b>29 789</b>  | <b>2 483</b>                  | <b>144</b>         | <b>169 510</b> |
| Rappel année-1  | 129 054   | 30 552         | 2 083                         | 231                | 161 920        |
| Variations  | <b>+ 6,2 %</b>  | <b>- 2,5 %</b> | <b>+ 19,2 %</b>               | <b>- 37,7 %</b>    | <b>+ 4,7 %</b> |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PERMIS DE CONDUIRE**

Permis de Conducție  
Käsitõtt  
Führerschein  
A'ava s'hooyne  
Driving Licence  
Ajokortti  
Licența Șoferilor  
Patente di guida  
Rijbewijs  
Certe de Conducție  
Kõrts

## SUSPENSIONS DU PERMIS DE CONDUIRE - CLASSEMENT 2006

| Départements         | Nombre |
|----------------------|--------|
| PARIS                | 6 414  |
| NORD                 | 5 641  |
| GIRONDE              | 5 220  |
| SEINE-MARITIME       | 4 188  |
| PAS-DE-CALAIS        | 3 896  |
| LOIRE-ATLANTIQUE     | 3 539  |
| SEINE-ET-MARNE       | 3 508  |
| FINISTERE            | 3 387  |
| ILLE-ET-VILAINE      | 3 343  |
| MORBIHAN             | 3 269  |
| BOUCHES-DU-RHONE     | 3 124  |
| INDRE-ET-LOIRE       | 3 108  |
| HERAULT              | 3 096  |
| MOSELLE              | 3 038  |
| YVELINES             | 2 883  |
| HAUTE-SAVOIE         | 2 749  |
| RHONE                | 2 612  |
| EURE                 | 2 580  |
| ALPES-MARITIMES      | 2 492  |
| VENDEE               | 2 438  |
| COTES-D'ARMOR        | 2 418  |
| CHARENTE-MARITIME    | 2 406  |
| VAR                  | 2 281  |
| SARTHE               | 2 247  |
| CALVADOS             | 2 137  |
| ISERE                | 2 113  |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 2 102  |
| MAINE-ET-LOIRE       | 2 080  |
| MARNE                | 2 049  |
| REUNION              | 2 037  |
| SOMME                | 2 034  |
| HAUTE-GARONNE        | 2 018  |
| VAL-D'OISE           | 1 933  |
| SAONE-ET-LOIRE       | 1 895  |
| YONNE                | 1 866  |
| HAUTE-VIENNE         | 1 854  |
| VAUCLUSE             | 1 812  |
| OISE                 | 1 749  |
| LOIR-ET-CHER         | 1 747  |
| PYRENEES-ORIENTALES  | 1 693  |
| MEURTHE-ET-MOSELLE   | 1 692  |
| HAUTS-DE-SEINE       | 1 632  |
| LOIRET               | 1 615  |
| VIENNE               | 1 587  |
| PUY-DE-DOME          | 1 581  |
| VAL-DE-MARNE         | 1 479  |
| GARD                 | 1 466  |
| LOIRE                | 1 432  |
| DORDOGNE             | 1 421  |
| EURE-ET-LOIR         | 1 418  |

| Départements            | Nombre |
|-------------------------|--------|
| MANCHE                  | 1 401  |
| BAS-RHIN                | 1 377  |
| COTE-D'OR               | 1 357  |
| SEINE-SAINT-DENIS       | 1 322  |
| ORNE                    | 1 299  |
| LANDES                  | 1 289  |
| DOUBS                   | 1 212  |
| NIEVRE                  | 1 196  |
| DEUX-SEVRES             | 1 183  |
| AIN                     | 1 166  |
| AISNE                   | 1 155  |
| VOSGES                  | 1 130  |
| JURA                    | 1 123  |
| SAVOIE                  | 1 105  |
| HAUT-RHIN               | 1 098  |
| AUDE                    | 1 097  |
| DROME                   | 1 058  |
| MAYENNE                 | 1 024  |
| LOT-ET-GARONNE          | 1 000  |
| CHER                    | 987    |
| ALLIER                  | 986    |
| HAUTE-MARNE             | 938    |
| ESSONNE                 | 917    |
| CHARENTE                | 914    |
| TARN-ET-GARONNE         | 888    |
| INDRE                   | 886    |
| ARDENNES                | 830    |
| MEUSE                   | 815    |
| GUADELOUPE              | 814    |
| AVEYRON                 | 790    |
| AUBE                    | 772    |
| MARTINIQUE              | 736    |
| TARN                    | 705    |
| CORREZE                 | 702    |
| GERS                    | 700    |
| ARDECHE                 | 680    |
| ARIEGE                  | 643    |
| HAUTE-SAONE             | 636    |
| LOT                     | 540    |
| HAUTES-PYRENEES         | 528    |
| CREUSE                  | 526    |
| ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 488    |
| TERRITOIRE DE BELFORT   | 486    |
| CORSE-DU-SUD            | 473    |
| CANTAL                  | 442    |
| HAUTE-CORSE             | 433    |
| GUYANE                  | 424    |
| HAUTE-LOIRE             | 410    |
| HAUTES-ALPES            | 354    |
| LOZERE                  | 156    |



## SUSPENSIONS DU PERMIS DE CONDUIRE PAR TYPE D'INFRACTIONS ANNEE 2006

| n°                                | Départements et Régions | Suspensions par type d'infractions |              |             |           | TOTAL         |
|-----------------------------------|-------------------------|------------------------------------|--------------|-------------|-----------|---------------|
|                                   |                         | Alcoolémie                         | Vitesse      | Stupéfiants | Autres    |               |
| 01                                | AIN                     | 955                                | 198          | 13          | 0         | 1 166         |
| 07                                | ARDECHE                 | 554                                | 111          | 15          | 0         | 680           |
| 26                                | DROME                   | 774                                | 259          | 25          | 0         | 1 058         |
| 38                                | ISERE                   | 1 795                              | 312          | 6           | 0         | 2 113         |
| 42                                | LOIRE                   | 1 322                              | 110          | 0           | 0         | 1 432         |
| 69                                | RHONE                   | 2 551                              | 61           | 0           | 0         | 2 612         |
| 73                                | SAVOIE                  | 1 048                              | 39           | 18          | 0         | 1 105         |
| 74                                | HAUTE-SAVOIE            | 2 161                              | 568          | 20          | 0         | 2 749         |
| <b>RHONE-ALPES</b>                |                         | <b>11 160</b>                      | <b>1 658</b> | <b>97</b>   | <b>0</b>  | <b>12 915</b> |
| 02                                | AISNE                   | 949                                | 175          | 31          | 0         | 1 155         |
| 60                                | OISE                    | 1 405                              | 217          | 82          | 45        | 1 749         |
| 80                                | SOMME                   | 1 546                              | 444          | 44          | 0         | 2 034         |
| <b>PICARDIE</b>                   |                         | <b>3 900</b>                       | <b>836</b>   | <b>157</b>  | <b>45</b> | <b>4 938</b>  |
| 03                                | ALLIER                  | 922                                | 60           | 4           | 0         | 986           |
| 15                                | CANTAL                  | 380                                | 62           | 0           | 0         | 442           |
| 43                                | HAUTE-LOIRE             | 399                                | 9            | 2           | 0         | 410           |
| 63                                | PUY-DE-DOME             | 1 295                              | 286          | 0           | 0         | 1 581         |
| <b>AUVERGNE</b>                   |                         | <b>2 996</b>                       | <b>417</b>   | <b>6</b>    | <b>0</b>  | <b>3 419</b>  |
| 04                                | ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 391                                | 97           | 0           | 0         | 488           |
| 05                                | HAUTES-ALPES            | 294                                | 60           | 0           | 0         | 354           |
| 06                                | ALPES-MARITIMES         | 2 051                              | 376          | 65          | 0         | 2 492         |
| 13                                | BOUCHES-DU-RHONE        | 2 413                              | 707          | 4           | 0         | 3 124         |
| 83                                | VAR                     | 1 634                              | 623          | 14          | 10        | 2 281         |
| 84                                | VAUCLUSE                | 1 394                              | 414          | 4           | 0         | 1 812         |
| <b>PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR</b> |                         | <b>8 177</b>                       | <b>2 277</b> | <b>87</b>   | <b>10</b> | <b>10 551</b> |
| 08                                | ARDENNES                | 736                                | 91           | 3           | 0         | 830           |
| 10                                | AUBE                    | 579                                | 193          | 0           | 0         | 772           |
| 51                                | MARNE                   | 1 603                              | 437          | 6           | 3         | 2 049         |
| 52                                | HAUTE-MARNE             | 608                                | 330          | 0           | 0         | 938           |
| <b>CHAMPAGNE-ARDENNE</b>          |                         | <b>3 526</b>                       | <b>1 051</b> | <b>9</b>    | <b>3</b>  | <b>4 589</b>  |

| n°                          | Départements et Régions | Suspensions par type d'infractions |              |             |           | TOTAL        |
|-----------------------------|-------------------------|------------------------------------|--------------|-------------|-----------|--------------|
|                             |                         | Alcoolémie                         | Vitesse      | Stupéfiants | Autres    |              |
| 09                          | ARIEGE                  | 439                                | 204          | 0           | 0         | 643          |
| 12                          | AVEYRON                 | 604                                | 186          | 0           | 0         | 790          |
| 31                          | HAUTE-GARONNE           | 1 696                              | 322          | 0           | 0         | 2 018        |
| 32                          | GERS                    | 578                                | 122          | 0           | 0         | 700          |
| 46                          | LOT                     | 439                                | 101          | 0           | 0         | 540          |
| 65                          | HAUTES-PYRENEES         | 453                                | 75           | 0           | 0         | 528          |
| 81                          | TARN                    | 632                                | 72           | 1           | 0         | 705          |
| 82                          | TARN-ET-GARONNE         | 438                                | 450          | 0           | 0         | 888          |
| <b>MIDI-PYRENEES</b>        |                         | <b>5 279</b>                       | <b>1 532</b> | <b>1</b>    | <b>0</b>  | <b>6 812</b> |
| 11                          | AUDE                    | 816                                | 281          | 0           | 0         | 1 097        |
| 30                          | GARD                    | 1 189                              | 277          | 0           | 0         | 1 466        |
| 34                          | HERAULT                 | 2 727                              | 369          | 0           | 0         | 3 096        |
| 48                          | LOZERE                  | 129                                | 27           | 0           | 0         | 156          |
| 66                          | PYRENEES-ORIENTALES     | 1 224                              | 417          | 1           | 51        | 1 693        |
| <b>LANGUEDOC-ROUSSILLON</b> |                         | <b>6 085</b>                       | <b>1 371</b> | <b>1</b>    | <b>51</b> | <b>7 508</b> |
| 14                          | CALVADOS                | 1 667                              | 422          | 47          | 1         | 2 137        |
| 50                          | MANCHE                  | 1 233                              | 137          | 31          | 0         | 1 401        |
| 61                          | ORNE                    | 819                                | 321          | 159         | 0         | 1 299        |
| <b>BASSE-NORMANDIE</b>      |                         | <b>3 719</b>                       | <b>880</b>   | <b>237</b>  | <b>1</b>  | <b>4 837</b> |
| 16                          | CHARENTE                | 677                                | 237          | 0           | 0         | 914          |
| 17                          | CHARENTE-MARITIME       | 2 091                              | 305          | 10          | 0         | 2 406        |
| 79                          | DEUX-SEVRES             | 905                                | 278          | 0           | 0         | 1 183        |
| 86                          | Vienne                  | 1 080                              | 351          | 156         | 0         | 1 587        |
| <b>POITOU-CHARENTES</b>     |                         | <b>4 753</b>                       | <b>1 171</b> | <b>166</b>  | <b>0</b>  | <b>6 090</b> |
| 18                          | CHER                    | 682                                | 282          | 23          | 0         | 987          |
| 28                          | EURE-ET-LOIR            | 826                                | 584          | 8           | 0         | 1 418        |
| 36                          | INDRE                   | 582                                | 303          | 0           | 1         | 886          |
| 37                          | INDRE-ET-LOIRE          | 1 644                              | 1 443        | 20          | 1         | 3 108        |
| 41                          | LOIR-ET-CHER            | 947                                | 791          | 9           | 0         | 1 747        |
| 45                          | LOIRET                  | 1 060                              | 555          | 0           | 0         | 1 615        |
| <b>CENTRE</b>               |                         | <b>5 741</b>                       | <b>3 958</b> | <b>60</b>   | <b>2</b>  | <b>9 761</b> |

| n°                     | Départements et Régions | Suspensions par type d'infractions |              |             |           | TOTAL         |
|------------------------|-------------------------|------------------------------------|--------------|-------------|-----------|---------------|
|                        |                         | Alcoolémie                         | Vitesse      | Stupéfiants | Autres    |               |
| 19                     | CORREZE                 | 570                                | 132          | 0           | 0         | 702           |
| 23                     | CREUSE                  | 380                                | 146          | 0           | 0         | 526           |
| 87                     | HAUTE-VIENNE            | 1 231                              | 619          | 4           | 0         | 1 854         |
| <b>LIMOUSIN</b>        |                         | <b>2 181</b>                       | <b>897</b>   | <b>4</b>    | <b>0</b>  | <b>3 082</b>  |
| 2A                     | CORSE-DU-SUD            | 432                                | 40           | 0           | 1         | 473           |
| 2B                     | HAUTE-CORSE             | 340                                | 93           | 0           | 0         | 433           |
| <b>CORSE</b>           |                         | <b>772</b>                         | <b>133</b>   | <b>0</b>    | <b>1</b>  | <b>906</b>    |
| 21                     | COTE-D'OR               | 998                                | 358          | 1           | 0         | 1 357         |
| 58                     | NIEVRE                  | 685                                | 510          | 1           | 0         | 1 196         |
| 71                     | SAONE-ET-LOIRE          | 1 240                              | 655          | 0           | 0         | 1 895         |
| 89                     | YONNE                   | 762                                | 1 100        | 4           | 0         | 1 866         |
| <b>BOURGOGNE</b>       |                         | <b>3 685</b>                       | <b>2 623</b> | <b>6</b>    | <b>0</b>  | <b>6 314</b>  |
| 22                     | COTES-D'ARMOR           | 2 224                              | 179          | 15          | 0         | 2 418         |
| 29                     | FINISTERE               | 3 060                              | 256          | 71          | 0         | 3 387         |
| 35                     | ILLE-ET-VILAINE         | 3 186                              | 157          | 0           | 0         | 3 343         |
| 56                     | MORBIHAN                | 3 087                              | 76           | 93          | 13        | 3 269         |
| <b>BRETAGNE</b>        |                         | <b>11 557</b>                      | <b>668</b>   | <b>179</b>  | <b>13</b> | <b>12 417</b> |
| 24                     | DORDOGNE                | 1 134                              | 223          | 64          | 0         | 1 421         |
| 33                     | GIRONDE                 | 4 589                              | 621          | 10          | 0         | 5 220         |
| 40                     | LANDES                  | 1 053                              | 234          | 2           | 0         | 1 289         |
| 47                     | LOT-ET-GARONNE          | 899                                | 101          | 0           | 0         | 1 000         |
| 64                     | PYRENEES-ATLANTIQUES    | 2 043                              | 59           | 0           | 0         | 2 102         |
| <b>AQUITAINE</b>       |                         | <b>9 718</b>                       | <b>1 238</b> | <b>76</b>   | <b>0</b>  | <b>11 032</b> |
| 25                     | DOUBS                   | 1 113                              | 94           | 5           | 0         | 1 212         |
| 39                     | JURA                    | 837                                | 278          | 0           | 8         | 1 123         |
| 70                     | HAUTE-SAONE             | 504                                | 132          | 0           | 0         | 636           |
| 90                     | TERRITOIRE DE BELFORT   | 477                                | 8            | 1           | 0         | 486           |
| <b>FRANCHE-COMTE</b>   |                         | <b>2 931</b>                       | <b>512</b>   | <b>6</b>    | <b>8</b>  | <b>3 457</b>  |
| 27                     | EURE                    | 1 884                              | 642          | 54          | 0         | 2 580         |
| 76                     | SEINE-MARITIME          | 3 335                              | 707          | 146         | 0         | 4 188         |
| <b>HAUTE-NORMANDIE</b> |                         | <b>5 219</b>                       | <b>1 349</b> | <b>200</b>  | <b>0</b>  | <b>6 768</b>  |

| n°                        | Départements et Régions | Suspensions par type d'infractions |               |              |            | TOTAL          |
|---------------------------|-------------------------|------------------------------------|---------------|--------------|------------|----------------|
|                           |                         | Alcoolémie                         | Vitesse       | Stupéfiants  | Autres     |                |
| 44                        | LOIRE-ATLANTIQUE        | 3 306                              | 214           | 19           | 0          | 3 539          |
| 49                        | MAINE-ET-LOIRE          | 1 553                              | 494           | 31           | 2          | 2 080          |
| 53                        | MAYENNE                 | 725                                | 266           | 33           | 0          | 1 024          |
| 72                        | SARTHE                  | 1 598                              | 574           | 75           | 0          | 2 247          |
| 85                        | VENDEE                  | 2 150                              | 225           | 62           | 1          | 2 438          |
| <b>PAYS DE LA LOIRE</b>   |                         | <b>9 332</b>                       | <b>1 773</b>  | <b>220</b>   | <b>3</b>   | <b>11 328</b>  |
| 54                        | MEURTHE-ET-MOSELLE      | 1 354                              | 272           | 66           | 0          | 1 692          |
| 55                        | MEUSE                   | 484                                | 246           | 83           | 2          | 815            |
| 57                        | MOSELLE                 | 2 108                              | 743           | 187          | 0          | 3 038          |
| 88                        | VOSGES                  | 902                                | 215           | 12           | 1          | 1 130          |
| <b>LORRAINE</b>           |                         | <b>4 848</b>                       | <b>1 476</b>  | <b>348</b>   | <b>3</b>   | <b>6 675</b>   |
| 59                        | NORD                    | 5 429                              | 182           | 30           | 0          | 5 641          |
| 62                        | PAS-DE-CALAIS           | 3 275                              | 572           | 47           | 2          | 3 896          |
| <b>NORD-PAS-DE-CALAIS</b> |                         | <b>8 704</b>                       | <b>754</b>    | <b>77</b>    | <b>2</b>   | <b>9 537</b>   |
| 67                        | BAS-RHIN                | 1 203                              | 165           | 9            | 0          | 1 377          |
| 68                        | HAUT-RHIN               | 1 007                              | 86            | 5            | 0          | 1 098          |
| <b>ALSACE</b>             |                         | <b>2 210</b>                       | <b>251</b>    | <b>14</b>    | <b>0</b>   | <b>2 475</b>   |
| 75                        | PARIS                   | 5 589                              | 681           | 144          | 0          | 6 414          |
| 77                        | SEINE-ET-MARNE          | 2 757                              | 677           | 72           | 2          | 3 508          |
| 78                        | YVELINES                | 2 366                              | 450           | 67           | 0          | 2 883          |
| 91                        | ESSONNE                 | 816                                | 72            | 29           | 0          | 917            |
| 92                        | HAUTS-DE-SEINE          | 1 459                              | 123           | 50           | 0          | 1 632          |
| 93                        | SEINE-SAINT-DENIS       | 1 178                              | 134           | 10           | 0          | 1 322          |
| 94                        | VAL-DE-MARNE            | 1 278                              | 110           | 91           | 0          | 1 479          |
| 95                        | VAL-D'OISE              | 1 595                              | 269           | 69           | 0          | 1 933          |
| <b>ILE-DE-FRANCE</b>      |                         | <b>17 038</b>                      | <b>2 516</b>  | <b>532</b>   | <b>2</b>   | <b>20 088</b>  |
| 971                       | GUADELOUPE              | 766                                | 48            | 0            | 0          | 814            |
| 972                       | MARTINIQUE              | 596                                | 140           | 0            | 0          | 736            |
| 973                       | GUYANE                  | 337                                | 87            | 0            | 0          | 424            |
| 974                       | REUNION                 | 1 864                              | 173           | 0            | 0          | 2 037          |
| <b>D.O.M.</b>             |                         | <b>3 563</b>                       | <b>448</b>    | <b>0</b>     | <b>0</b>   | <b>4 011</b>   |
| <b>TOTAL NATIONAL</b>     |                         | <b>137 094</b>                     | <b>29 789</b> | <b>2 483</b> | <b>144</b> | <b>169 510</b> |





Vers les  
**statistiques** →

## IV – ASPECTS METHODOLOGIQUES

### **Remarques :**

Les statistiques en matière de restriction du droit de conduire sont des indicateurs permettant de suivre l'évolution des mesures prises dans ce domaine par les autorités préfectorales et les magistrats. *N.B : les suspensions prononcées par les autorités judiciaires ne sont pas répertoriées dans les chiffres de cette brochure.*

### **Sources :**

Infractions au code de la route : recueil mensuel, par les services des directions actives de la Direction Générale de la Police Nationale (Direction centrale de la sécurité publique, Direction centrale des compagnies républicaines de sécurité, Direction centrale de la police aux frontières), de la Préfecture de police de Paris et de la Direction Générale de la Gendarmerie nationale.

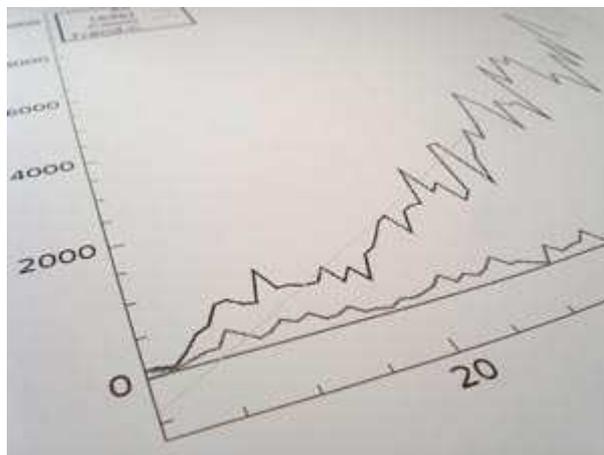
Restriction au droit de conduire : recueil trimestriel, auprès des préfetures de chaque département.

### **Lexique :**

Rétention immédiate du permis de conduire : mesure prise à titre conservatoire et pour 72 heures par les forces de l'ordre en application de la procédure prévue par l'article L.224-1 du code de la route.

Suspension consécutive à une rétention du permis de conduire : décision prononcée par le représentant de l'Etat dans le département avant l'expiration de la rétention immédiate (article L.224-2 du code de la route).

Suspension – procédure de droit commun : décision prononcée par le représentant de l'Etat dans le département suite à infraction punie de la peine complémentaire de suspension du permis de conduire (article L.224-7 du code de la route).



Pour tous renseignements complémentaires:

**Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Sous-Direction de la Circulation et de la Sécurité Routières  
Bureau de la Surveillance du Réseau Routier**

**Place Beauvau 75008 PARIS**

Courriel : [DLPAJ-CSR-SecuriteRoutiere@interieur.gouv.fr](mailto:DLPAJ-CSR-SecuriteRoutiere@interieur.gouv.fr)

**Les statistiques de la Direction des Libertés Publiques et des  
Affaires Juridiques peuvent être également consultées  
depuis le site de la direction : <http://dlpaj.mi>**

*Rédacteurs :*

*Olivier FORGET, commandant de police,  
Bernard AMBROISE, assistant statisticien,  
Franck ASLANIAN, assistant statisticien.*